
HISTORIA
magazine
99
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 345 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER
LA GUERRE D'ALGÉRIE
LES ÉQUIPES FÉMININES EN ALGÉRIE

Couverture : Photo Agoutin.



VERS LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS

Jean FONTUGNE

DES jours sombres se préparent pour la France au cours de septembre 1961, si l'on en croit les déclarations des parlementaires et des représentants du monde du travail. Les premiers parlent même d'un prochain changement de régime !

Le pessimisme qu'ils affichent, comme le veut la tradition des retours de vacances, s'appuie cependant, cette année, sur de sérieux arguments.

Tout au long de l'été, la situation s'est singulièrement dégradée sur le plan social. Les revendications des ouvriers et des paysans se sont multipliées. L'O.A.S. (qui a pris conscience de sa force) et le F.L.N. ont ouvert de leur côté la guerre civile sur le territoire métropolitain.

Des réseaux ont, certes, été démantelés, mais chaque jour est marqué par de nouveaux attentats. La police est même particulièrement visée.

Le général de Gaulle, conscient d'ailleurs de la baisse de sa popularité, qu'il peut constater au cours d'un voyage dans le Massif central, accepte de satisfaire une partie des demandes des travailleurs mais s'attache surtout à la neutralisation de l'O.A.S. qu'il estime être le seul moyen de mettre fin à la guerre d'Algérie.

Il ne laissera donc pas échapper l'offre de reprendre les négociations, faite par Ben Khedda au cours de la conférence des pays non alignés tenue, ce même mois de septembre, à Belgrade. Le chef de l'État français précisera même qu'il ne rejette pas les revendications du F.L.N. sur le Sahara. Et un nouveau pas est réalisé dans la voie du désengagement en Afrique du Nord avec le repli des troupes françaises sur la base de Bizerte sans contrepartie.

Les Algériens fidèles sont en plein désarroi. Et les premières défections de minorités sont déjà signalées, alors que les menaces de l'O.A.S. ne peuvent empêcher les départs, de plus en plus nombreux, des Européens. En Algérie, sur le plan militaire, le regroupement des postes jusqu'ici isolés dans le bled s'accentue. Les dernières bandes de l'A.L.N. se renforcent et regroupent autochtones, déserteurs des unités régulières de l'armée française et harkis.

J. F.

Sommaire n° 99 - Historia magazine n° 345

DE DRAMATIQUES AFFRONTEMENTS

Devant un café maure, des musulmans discutent. Si les vieux, dans l'ensemble, prennent avec un certain fatalisme l'échec de la conférence d'Évian, puis la menace, par le chef de l'État, d'une partition de l'Algérie, il n'en est pas de même des jeunes, que la tournure prise par les événements exaspère. ▼



Reynaud

VISITANT, du 28 juin au 2 juillet 1961, plusieurs cités lorraines, de Gaulle, dès ses premiers discours, presse le F.L.N. de faire les concessions susceptibles de permettre la reprise des négociations avec le gouvernement français — suspendues à Evian — et il le menace, au cas où il s'entêterait dans son intransigeance, de regrouper — au moins provisoirement — les populations européennes sur certaines parties du territoire de l'Algérie. Même si le général ajoute que cette solution n'est pas « souhaitable », le « chantage au partage » fait désormais partie de l'arsenal des armes diplomatiques qu'il utilise contre le G.P.R.A.

La première réaction du F.L.N. face à cette offensive est, dans la région algéroise, celle du commandant Hassan — l'étudiant en médecine Youssef Khatib, qui est passé au maquis lors de la grève universitaire de mai 1956 et qui, depuis lors, n'a cessé de prendre de l'importance. Ce jeune leader fait diffuser massivement, au nom de la wilaya 4, un tract qui appelle à faire du samedi 1er juillet la « journée de la riposte » : « Vous exigerez des Français la reprise de négociations loyales et sincères avec le G.P.R.A., vous direz non à la partition, même provisoire. »

A Tunis, le G.P.R.A. n'a pas encore eu connaissance de ce tract quand il décide, de son côté, de faire du 5 juillet, date anniversaire du débarquement des Français à Sidi-Ferruch et occasion tradition- ▶

▶ DE DRAMATIQUES...

35000 hommes sont mis en état d'alerte

nelle, depuis plusieurs années, de manifestations F.L.N. en Algérie, une « Journée nationale contre la partition ».

Cette initiative, connue dans la nuit du 30 juin au 1er juillet, provoque l'embarras des responsables F.L.N. d'Alger — notamment Malek, Kheieddine, Djamal et Alilat — car le manque de coordination au sommet fait que la population algérienne est invitée à manifester deux fois pour le même objectif, mais à des dates différentes.

Un entretien entre Alilat et l'envoyé spécial de la wilaya 4, Dahmane Alloua, au cours duquel est envisagée la possibilité d'une renonciation à la démonstration du 1er juillet, a lieu trop tard, car les tracts du commandant Hassan ont déjà été diffusés par des militants — circulant le plus souvent à scooter — dans les rues, dans les cafés et dans les deux mosquées d'Alger-Centre à l'heure de la prière. La direction F.L.N. doit donc faire contre mauvaise fortune bon cœur et s'organiser pour que le plus grand nombre possible de musulmans fassent deux fois grève et descendent deux fois dans la rue.

Le rapport des forces, depuis la « trêve unilatérale française » de mai et le démarrage de la négociation de Gaulle-G.P.R.A., est devenu, à Alger, si favorable au F.L.N. que celui-ci n'a pas grand mal à organiser la mobilisation populaire.

Il apparaît, dès l'aube du 1er juillet, que le mot d'ordre de grève qui a été lancé est suivi à 90 % par les musulmans. Magasins et cafés maures sont fermés. Sur le port, tous les dockers ont débrayé. Débrayage, également, des employés, en grande majorité musulmans, de la Régie des transports algériens, et l'on ne verra pas circuler en ville les autobus et les trolleybus bleu et blanc de la R.T.A., qui demeurent immobilisés dans les dépôts.

Premiers heurts

Le premier drapeau vert et blanc frappé du croissant et de l'étoile apparaît à 6 h 30 au balcon d'une maison du Clos-Salembier. Une patrouille du service d'ordre l'arrache, mais d'autres sont hissés un peu partout aux fenêtres, dans les quartiers musulmans, tandis que, dans presque tous ces quartiers, des cortèges se forment.

Les plus tumultueux sont ceux qui, dès 8 heures, à Belcourt, dévalent les ruelles en pente aboutissant à la rue de Lyon et défilent, aux cris de « Yahya F.L.N. ! », « Vive l'A.L.N. ! », « Pas de partition ! », dans les grandes artères (rue Albin-Rozet, boulevard Cervantès, rue Marois, rue Amiral-Guépratte) où



Rapho

s'étaient déjà déroulées, en décembre 1960, les plus importantes manifestations F.L.N. Chemin Laperlier, au-dessus du boulevard du Télemly, des jeunes Algériennes, vêtues de pantalons verts et de chemisiers blancs, marchent en tête des cortèges.

A Diar-el-Mahçoul, les manifestants, qui ont déployé des drapeaux, ont aussi confectionné des banderoles sur lesquelles on peut lire « Abbas au pouvoir! », « L'Algérie indivisible! », « Au Sahara, nous sommes chez nous! », « Pas d'entente sans garanties de liberté totale ». Le cortège de Climat-de-France (qui se heurte à des détachements de zouaves), ceux des faubourgs populeux de Hussein-Dey (à la cité Bel-Air et rue de la Glacière), celui de la Casbah (rue Marengo) et celui d'El-Biar (dans le quartier de Fontaine-Fraîche) sont moins spectaculaires, car les forces de l'ordre leur laissent une moins grande liberté d'action.

A Kouba, dans la banlieue sud-est d'Alger, un millier de manifestants s'emparent d'un car de voyageurs de la S.A.T.A.C. et s'en servent pour essayer — mais sans succès — de franchir les barrages dressés par les gendarmes, qui lancent des grenades lacrymogènes et qui reçoivent bientôt des renforts de blindés légers.

C'est au Clos-Salembier, non loin de Kouba, que se produisent, au début de la matinée, les premiers heurts sérieux entre la foule des manifestants (2 000 personnes, surtout des jeunes gens et des femmes qui lancent leurs « you you » stridents) et le « dispositif de sécurité » (principalement assuré par un régiment de tirailleurs formé à 70 % de musulmans). Des bagarres ont lieu près de la clinique du quartier, où la foule réussit à hisser un drapeau algérien sur le bâtiment.

Un sous-lieutenant est frappé à coups de bâton

Le poste de police du quartier est encerclé, et n'est dégagé qu'après plusieurs charges violentes du service d'ordre. Cité Nador, un sous-lieutenant du régiment de tirailleurs, qui veut se saisir d'un drapeau du F.L.N., est frappé à coups de bâton. Un de ses hommes fait feu de sa mitraillette pour le dégager (3 morts, 2 blessés). Le cortège fait alors une rotation permanente entre la « Cité du Bonheur » (Diar-es-Saada), à la limite de Belcourt, où des « bérets rouges » le stoppent, et la cité de Diar-el-Mahçoul.

Là aussi, tout comme à Belcourt, boulevard Auguste-Comte, et au-dessus de la rue de Lyon, où certains jeunes gens tentent, sans y parvenir, d'édifier de petites barricades, les affrontements se font très durs. Les policiers, les C.R.S. et les parachutistes, qui sont bombardés par des jets de pierres, des pots de fleurs et

◀ Manifestation musulmane à Alger. Le F.L.N. cherche à mobiliser autour de lui toute la population musulmane. Dans les rues, les manifestants, brandissant des emblèmes et scandant des slogans, défilent, s'attaquant souvent aux vitrines des commerçants ou encore aux voitures.



Le service d'ordre ▶ cherchera moins à réprimer les manifestations organisées par le F.L.N. qu'à empêcher que des heurts ne se produisent entre les communautés européenne et musulmane. Chaque incident sera prétexte à de nouvelles manifestations, à de nouvelles violences.

Dalmas



◀ S'il est vrai que la guerre « sur le terrain » se soit apaisée dans certains secteurs, le F.L.N. dispose d'une arme nouvelle : la manifestation. Un peu partout, il lance ses troupes dans les rues, armées parfois. Le mot d'ordre est « Tout le monde dehors, avec pancartes et drapeaux ». Au Clos-Salembier, deux militaires posent devant un trophée : une chemisette aux couleurs du F.L.N. prise au cours d'une manifestation.

Associated Press

des projectiles divers, souvent lancés des terrasses des maisons, utilisent le plus souvent, contre leurs adversaires, les matraques et les grenades lacrymogènes, mais, parfois aussi, tirent. Il y a des morts et des blessés.

Les événements les plus graves ne se sont cependant pas déroulés, ce 1er juillet, à Alger, mais à Blida. C'est en effet dans la petite cité de la Mitidja que les forces de l'ordre ont fait le plus de victimes, lorsqu'elles ont ouvert le feu, à 10 heures, rue d'Alger, après la mort d'un gardien de la paix musulman, sur un cortège arborant le drapeau algérien et criant « Vive le G.P.R.A.! », « Vive l'indépendance! » Il y a eu 9 morts et 29 blessés.

Un autre drame sanglant s'est déroulé, en début d'après-midi, à Baraki, carrefour routier proche de Maison-Carrée, où l'affrontement entre les « forces de sécurité » et plusieurs centaines de musulmans brandissant des drapeaux algériens a tourné à la bataille rangée. Des hommes du service d'ordre se sont servis de leurs armes : 6 morts, 19 blessés parmi les manifestants.

Selon la statistique qu'établit, à 22 heures, la Délégation générale, les échauffourées de la journée ont fait 25 morts et 102 blessés parmi les manifestants, 15 blessés parmi les forces de l'ordre. « Ce chiffre est très au-dessous de la réalité », déclare, à Tunis, le ministre de l'Information du G.P.R.A., M'hamed Yazid, qui réaffirme, en outre, l'objectif majeur de son gouvernement : « La journée nationale du 5 juillet donnera l'occasion au peuple algérien et aux peuples frères et amis de dire non à la partition. »

Le dispositif du plan « Valentine »

Les autorités du Grand Alger ne prennent pas ce défi à la légère, d'autant qu'elles voient bien que la population musulmane demeure mobilisée (foule considérable aux obsèques des manifestants tués la veille au Clos-Salembier, nouvelles manifestations à Kouba et à la cité Chevallier, à Climat-de-France, ainsi qu'au Clos-Alexandrie et au quartier des Ouled-Sultan, à Blida), et qu'elles constatent que, dès le 2 juillet, la direction F.L.N. d'Alger a fait diffuser des milliers de tracts appelant aux démonstrations du 5 juillet.

Le 3 juillet, une conférence « au sommet » réunit, jusqu'à une heure avancée de la nuit, Jean Morin, délégué général, le général Ailleret, commandant en chef des forces françaises d'Algérie, le général de Menditte, commandant le corps d'armée d'Alger, Jean Aubert, directeur de la Sûreté nationale en Algérie, René Jannin, préfet de police d'Alger et son adjoint militaire, le général Moulet. Il est décidé de mettre en place le dispositif « classique » du plan « Valentine », qui prévoit un quadrillage serré de la capitale. 35 000 hommes — militaires de toute arme, C.R.S., gendarmes mobiles et policiers — sont mis en état d'alerte et, parmi eux, 600 C.R.S. qui avaient été envoyés en Lorraine pendant la tournée de De Gaulle, et qu'un véritable « pont aérien » ramène vers Alger.

Le 4 juillet au matin, les responsables du maintien de l'ordre rappellent, dans un communiqué, que « tous les cortèges sur la voie publique sont et demeurent interdits », que « tous les rassemblements seront immédiatement combattus » et que « les défaillances des agents des services publics feront l'objet de sanctions ». A 19 heures, des chevaux de frise sont dressés autour de la Casbah. A 20 heures, toute circulation est interdite dans les artères environnantes, et des « bouchons de sécurité » sont placés autour du Clos-Salembier (barrages de troupe), Climat-de-France (blindés de combat), Diar-el-Mahçoul, Kouba, Mai- ▶

Marguerite Sy



Manaut-Esquieule

Blida, surnommée « la Petite Rose », charmante ville de la Mitidja à la population musulmane apparemment paisible. Pourtant, le 1er juillet, de graves incidents auront lieu. Au cours de la manifestation organisée par le F.L.N. ce jour-là pour protester contre le partage, le sang coulera et des mesures exceptionnelles devront être appliquées.



Manaut-Esquieule

couvre-feu général de 21 heures à 10 heures

son-Carrée. A Blida, le commandant du secteur militaire et le sous-préfet prennent des mesures exceptionnelles, y compris le couvre-feu de 21 heures à 10 heures.

Dans la grande banlieue et sur les routes qui, de Kouba à Birmandreis, serpentent dans la campagne, des chars surveillent les carrefours. Le 4 juillet, c'est, du côté français, une véritable veillée d'armes.

Ces précautions extraordinaires, la réquisition des fonctionnaires et les opérations « réouverture », qui obligent les commerçants musulmans à relever le rideau de leur boutique n'empêchent pas la grève — on le voit dès les premières heures de la matinée — d'être aussi massive que celle du 1er juillet.

Les manifestations, en revanche, commencent plus tard. La première est, à 8 heures, à l'intérieur de la prison de Barberousse, en haute Casbah, celle des détenus F.L.N. — auxquels répondent les détenus européens activistes qui scandent sur leurs gamelles les cinq notes d' « Algérie française ».

Autre différence notable avec le 1er juillet : si, à Belcourt comme à Kouba ou à Climat-de-France, les manifestants agitent toujours des drapeaux algériens et crient les mêmes mots d'ordre que cinq jours plus tôt (« Pas de partition en Algérie! » « Non au partage », « Ferhat Abbas au pouvoir! »), les forces de sécurité, en revanche, adoptent à leur égard une nouvelle attitude : au lieu de les affronter directement, elles les encadrent sur un parcours donné, laissant le service d'ordre du F.L.N. contrôler la masse en mouvement, et elles se contentent d'interdire vigoureusement aux cortèges de franchir certaines limites géographiques (par exemple, la frontière qui sépare Climat-de-France du quartier européen de Bab-el-Oued).

Cette tactique est employée notamment

dans la Casbah, où les haut-parleurs de l'armée lancent des appels au calme, tandis qu'un hélicoptère survole les maisons enchevêtrées, les ruelles et les terrasses d'où montent les clameurs des hommes et les you-you des femmes. Le cortège F.L.N. parcourt la rue Rovigo derrière un drapeau vert et blanc et des pancartes contre la partition, mais les incidents majeurs sont évités.

La situation, cependant, se tend, vers midi, lorsque le « téléphone arabe » apprend aux foules qu'un manifestant a été blessé à Saint-Eugène. Les chocs entre les manifestants et les forces de l'ordre deviennent dès lors de plus en plus rudes. Des coups de feu sont tirés, à 16 h 30, chemin des Pèlerins, sur la manifestation de Notre-Dame-d'Afrique (un tué, une fillette blessée) et des blindés de la gendarmerie tirent, un peu plus tard, sur un cortège de Bouzaréa (2 morts, 20 blessés). En revanche, c'est sans incidents qu'un cortège de 3 000 personnes — hommes, femmes et enfants — remonte, vers 16 h 45, l'avenue Joffre, en direction d'El-Biar, et se disperse avenue Georges-Clemenceau.

Une chose n'était pas claire, cependant : le degré de représentativité des leaders des wilayas de l'intérieur, notamment ceux de la 4 et de la 2. Le 5 juillet, les responsables de ces wilayas ont voulu montrer aussi bien aux autorités françaises qu'aux ministres du G.P.R.A. à Tunis, l'importance de leur implantation et de leur influence. Pour ce faire, ils ont envoyé quelques-uns de leurs soldats, parfois en armes, encadrer, dans certains secteurs, les manifestations populaires. Les militaires français ont souvent réagi violemment, alors, à ce qu'ils ont considéré comme une provocation.

La foule gagne les quartiers européens

Les affrontements les plus sanglants, dans ces conditions, ne se sont pas déroulés dans la capitale mais dans diverses localités du Constantinois et de l'Algérois — notamment dans le Sahel, dans la plaine de la Mitidja et sur la bande côtière de l'arrondissement de Blida, la « Riviera algéroise », où sont « descendus » les soldats de l'A.L.N. venus de l'Atlas blidéen et du Chenoua.

A Koléa, à 30 km à l'ouest d'Alger, des gendarmes mobiles et des parachutistes ont dispersé, non seulement à coups de grenades lacrymogènes, mais à coups de feu, un cortège de 300 Algériens qui débouchait dans la rue conduisant au cimetière. Dix blessés. A Guyotville, à 25 km à l'ouest d'Alger, les bagarres entre les manifestants et deux escadrons de gendarmerie sont devenues sanglantes lorsqu'un lieutenant, descendu de son véhicule, a été blessé à coups de couteau. Fusillade, 8 manifestants tués.

A Fouka, où la bataille s'est déroulée d'abord entre plusieurs centaines de manifestants F.L.N. et des Européens, les parachutistes ont ouvert le feu, place de la Mairie, sur le cortège algérien : 8 morts, 14 blessés. A Bérard, des soldats du 23e régiment d'infanterie de marine et des mokhazni (supplétifs musulmans de la S.A.S. de la localité) ont tiré sur un cortège de 300 manifestants F.L.N. qui tentait d'investir le centre de cette bourgade : 11 morts, 61 blessés du côté algérien. A Castiglione, des gendarmes ont ouvert le feu lorsque leur adjudant a voulu saisir le drapeau F.L.N. et a été assailli par les manifestants brandissant bâtons et couteaux : 8 morts, 40 blessés.

Dans le Constantinois, le nombre des victimes est plus grand encore, A Constantine, le déferlement de 10 000 manifestants F.L.N. fait perdre leur sang-froid à des appelés du contingent qui ont dressé un barrage, rue Nationale, face à la médersa, pour tenter d'empêcher la foule de gagner l'hôtel de Paris et les quartiers européens. Lorsque les jeunes soldats voient leur lieutenant blessé, ils ouvrent un feu nourri sur le cortège : 17 morts, 200 blessés.

De la même manière, les tirs de militaires français contre les cortèges F.L.N. font 13 morts et 8 blessés à Télergma, près de la base aérienne voisine de Constantine (2 000 manifestants, encadrés par des soldats de l'A.L.N. de la wilaya 2), 5 morts et 23 blessés à Aïn-Beida (5 000 manifestants), 2 morts et 30 blessés à Oued-Athmenia (à 30 km de Constantine), 3 morts à Mila, 14 morts et 50 blessés à Cherfa (petit poste de l'arrondissement de Djidjelli, près de Taher, wilaya natale de Ferhat Abbas, où les manifestants sont commandés par des soldats de l'A.L.N. en uniforme), un mort et 5 blessés à Djidjelli, un mort et 5 blessés à Sétif.

Le bilan total des victimes que la Délégation générale donne, à Alger, à 20 heures, est de 80 morts et 266 blessés du côté algérien (on parlera, à 22 heures, compte tenu de nouvelles informations, de 86 morts et 403 blessés) et de un mort et 14 blessés du côté des forces de l'ordre.

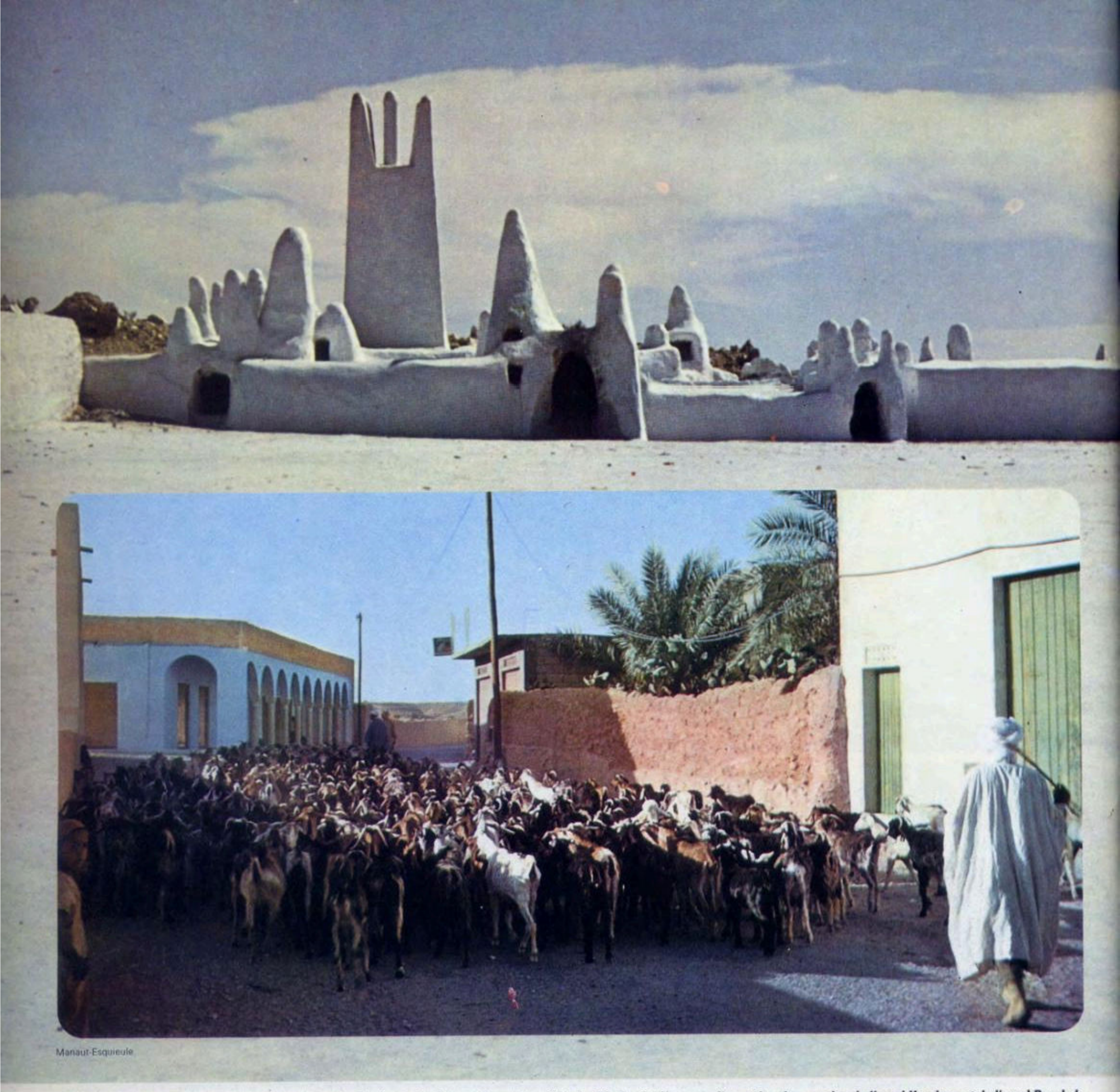
Au soir du 5 juillet, le G.P.R.A. publie, à Tunis, un communiqué dans lequel il inscrit à son actif les « démonstrations de masse » de cette « journée historique » : « Le peuple algérien a, une fois de plus, manifesté hautement sa confiance à l'A.L.N. et au F.L.N. »

C'est peut-être, cependant, vis-à-vis des partenaires maghrébins du F.L.N. que sa démonstration de force prend une importance plus décisive encore. Les proclamations de solidarité des ministres tunisiens et marocains « envers la cause algérienne » n'empêchent nullement, en effet, d'âpres contestations entre le G.P.R.A., d'un côté, Bourguiba et Hassan II, de l'autre, au sujet de la souveraineté future sur certains territoires sahariens disputés (querelle de la « borne 235 » à l'est, querelle de Tindouf à l'ouest). Ferhat Abbas se trouvait d'ailleurs, le 5 juillet, à Rabat, pour discuter avec le souverain chérifien de ce contentieux épineux. La direction du F.L.N. n'est pas mécontente, dans ces conditions, de pouvoir se prévaloir du « dynamisme de sa lutte », non seulement auprès de De Gaulle, mais également auprès des « amis » de Tunis et de Rabat. H

Albert Paul LENTIN


Freddy Bertrand

Au palais d'Été, à Alger, de gauche à droite : le général Ailleret, Jean Morin et Jacques Coup de Fréjac. Le porte-parole de la Délégation générale ne dissimulera pas l'ampleur et la gravité des démonstrations populaires...


Manaut-Esquieule

Un troupeau de chèvres très important traverse Berriane, la plus moderne des villes du Mzab, située au confluent des deux ravins de l'oued Koudane et de l'oued Ben-Loh.

LES MOZABITES VIRENT DE BORD

LORSQUE le soleil, enflammant brusquement l'horizon, montre aux Européens qui dansent encore à l'hôtel Transatlantique de Ghardaïa, ce 1er janvier, que l'année 1959 vient de s'imposer à l'Histoire, personne ne sait encore qu'elle sera l'année du « tournant ». Pourtant 1958 s'est bien terminée. Le référendum sur la Constitution en septembre a été approuvé par les Mozabites et les Arabes, librement et massivement. Il reste à construire.

C'est pourquoi les Mozabites observent la situation. La France va-t-elle modifier son attitude et bouleverser les privilèges dont ils bénéficient? Quelle sera la représentation mozabite dans une Algérie intégrée qui fait d'eux des Français à part entière? Mais est-ce bien cela que veut le général de Gaulle? Jacques Soustelle, ministre de l'Algérie et du Sahara, partisan bien connu de l'intégration, ne cache pas aux intimes sa perplexité devant les questions précises qui lui sont posées lors de ses voyages à Ghardaïa.

D'ailleurs, la rébellion subsiste. Elle s'est déjà manifestée au Mzab en exerçant sa pression sur les malékites, par des assassinats individuels, des grenades jetées dans des lieux publics, puis des actions

◄ A Mélika, dont le nom signifie « la Reine », l'aire de prière, devant le tombeau de sidi Aïssa. La ville de Mélika est située au sommet d'un piton rocheux.

Les Mozabites sont renommés, dans toute l'Algérie, pour la beauté de leurs tapis, aux couleurs éclatantes.

plus précises comme l'assassinat, en 1958, de quatre Mozabites, dont une femme, à El-Ateuf. A ces pressions directes au Mzab s'ajoutent des menaces aux commerçants du Nord et certains boycottages. Une organisation politique est en place à Ghardaïa et ses membres, sans agir en fait, marquent leur présence en propageant des thèmes d'action.

L'aide que la rébellion reçoit des Chaambas, traditionnellement ennemis des Mozabites et dont le fief — Metlili — est à 30 kilomètres de Ghardaïa, est évidente. Des bandes en transit, d'une dizaine d'hommes, se dissimulent dans la palmeraie de Metlili où ils trouvent des complicités.

De plus, les Arabes « meublent » de leurs gourbis les intervalles des cités mozabites. Les nomades se sédentarisent. Au Mzab, les Arabes, dont les Chaambas, représentent maintenant le tiers de la population. Conséquence immédiate : la représentation électorale n'est plus le monopole des Mozabites. Il est loin le temps où ceux-ci offraient au marché des terrains à vendre. Tout au contraire, ils s'efforcent d'acquérir, par une politique communautaire d'achat, les terres disponibles pour rendre au désert l'espace qui fut le sien à l'époque où les villes se délimitaient par leurs enceintes fortifiées.

Quant aux pères blancs et aux sœurs blanches, fidèles à leur mode de rayonnement, ils ont ouvert des écoles. Ils forcent le respect mais l'influence du catholicisme est nulle.

L'armée et l'administration, pour leur part, ont repris leur coude-à-coude. L'armée est progressivement dépossédée des attributions qui lui avaient été faites à la suite des événements de mai 1958. L'administration reprend ses droits et ses devoirs. Il n'en demeure pas moins que les directives officielles concernant l'attitude au Mzab sont nulles.

A la porte de la cité

A ce moment précis, 1er janvier 1959, le Mzab vit bien. Grâce aux efforts de l'administration, le commerce, l'artisanat, l'agriculture se développent mais dans l'esprit bien compris de la vie communautaire qui marque chaque entreprise.

En effet, le profit individuel enrichit la communauté tout entière et donne à cette économie capitaliste un caractère collectiviste. Ce double aspect particulier est dû à un état d'esprit découlant de la pratique rigoureuse de la religion ibadite.

La solidarité des membres de la communauté, façonnée par dix siècles d'histoire jalonnés de périodes de civilisation brillante et de tradition établies, n'a cessé, en définitive, de se renforcer malgré quelques luttes internes. Ainsi, l'entraide ►




Visite médicale. Les Mozabites ont pu obtenir de ► l'administration un hôpital moderne, mais les mœurs ne se sont pas encore adaptées. Ainsi, les femmes accouchent plus volontiers chez elles qu'à l'hôpital.

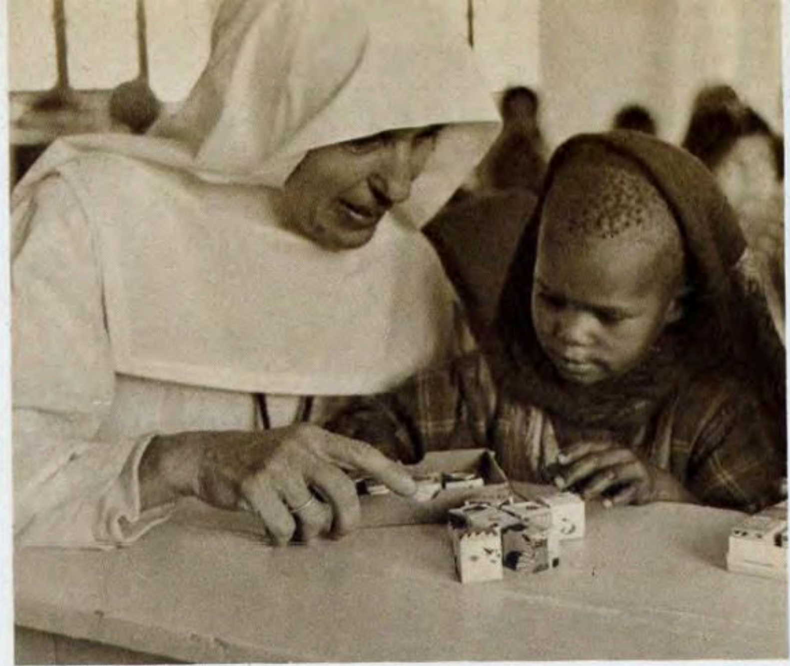
L. Tribolet

Chaperon

l'année scolaire est ramenée à 144 jours

qu'impose la solidarité entre tenants de la même doctrine ou entre membres d'une même cité, d'un même « clan » ou d'une même famille vient à se convertir en une « entente commerciale » et même en « société de capitaux. » D'une façon générale, les fonds de commerce sont la propriété du groupe familial, les associés exerçant le contrôle des comptes et l'argent acquis étant destiné à la famille demeurée au Mzab. Partout, en toute circonstance, l'entraide s'exerce. Souvent, le père emploie ses propres enfants ou l'oncle ses neveux. Dans la plupart des cas, les employés appartiennent à la famille de leur patron, ou bien font partie du même clan ou de la même tribu.

Les bergers qui, en ce mois de mai 1959, font rentrer les troupeaux de chèvres dans les villes sont un exemple de cet esprit de communauté, de collectivisme, doit-on dire ici. En effet, choisis parmi les hommes de confiance, ils rassemblent dès l'aube le troupeau et l'emmènent sur les terrains de pacage. Le soir, dès leur retour à la porte de la cité, ils le livrent à lui-même de sorte que chaque chèvre regagne seule, à travers les rues tortueuses, le minuscule réduit qui lui est réservé. Si le berger égare une bête ou si elle est volée par suite de sa négligence, il doit la remplacer. En outre, tous les jours, il a l'obligation de partir à l'aurore et sa rentrée doit s'effectuer au moment où le soleil « commence à jaunir ». Les herbes étant complètement tondues aux environs du ksar, c'est à plus de 20 kilomètres que le berger mène paître son troupeau.



M. Jarnoux/Paris-Match

◀ Les sœurs blanches n'apprennent pas seulement à lire aux petites filles mozabites, elles ont aussi un ouvroir très réputé où elles enseignent le tissage des tapis et des tentures. C'est pourquoi les plus conservateurs des Mozabites leur confient sans trop de répugnance leurs fillettes.

École dans une ▶ mosquée. Au Mzab, les études sont principalement orientées dans le sens religieux et les Mozabites, convaincus que les écoles coraniques répondent à leurs traditions, font de grands efforts pour les développer, organisant des collectes auprès de la population.



D. Camus/Paris-Match

◀ Corvée d'eau. Nulle part au Mzab il n'y a d'eau en surface, sauf en cas, trop rare, de pluie, retenue et distribuée par des barrages, ce qui donne lieu, alors, à de grandes réjouissances. L'eau est donc puisée à des profondeurs atteignant 40 à 50 mètres. Au Mzab, le nombre des puits dépasse 3 000.

Le fossé culturel

Ces règles s'appliquent à toutes les villes, car chaque ksar mozabite possède un troupeau de chèvres. Les petites villes comme Melika ou Bou-Noura n'ont qu'un ou deux bergers, chacun est préposé à la garde de cent chèvres au maximum. Ce sont en effet les chèvres que les Mozabites préfèrent par-dessus tout, elles seules peuvent s'accoutumer aux maigres herbes de la Chebka. La ville de Ghardaïa possède quatre cents à cinq cents chèvres et quatre bergers.

Nous voyons comment la société intervient dans l'organisation de l'économie. Elle aide à vivre les plus déshérités. Il n'y a pas de mendiants au Mzab. L'évolution est dirigée et contrôlée. Pour cette raison, il était normal que des conflits naquissent à propos du problème scolaire.

Certes, l'instruction est jugée indispensable. Le français apparaît comme la langue véhiculaire permettant non seulement les relations commerciales, mais aussi les relations administratives. Il ne peut être pratiqué par la seule élite d'autant plus que les intérêts des clans font de chaque membre un participant.

Mais cette instruction est-elle bien celle que les Mozabites souhaitent et pour laquelle l'action psychologique exerce une pression certaine ? Dans quelles écoles va-t-elle s'appliquer ? Quelles seront les idées importées par les instituteurs ? Enfin il est question de scolarité des filles. Ne doit-on pas les maintenir dans l'ignorance du français et ainsi préserver le fossé culturel entre l'homme et la femme ? Pour les conservateurs, l'instruction, c'est l'émancipation, donc un danger. L'obligation scolaire privera le peuple de sa main-d'œuvre jeune, donc de ses moyens d'existence. La pratique de la religion, le respect des coutumes sont ainsi menacés.

Pour les réformistes, l'instruction donnée à des gens intelligents doit maintenir, puis, à terme, assurer la suprématie sur les Arabes et, en tout état de cause, la survie de la communauté.

Conservateurs et réformistes se mettent d'accord. La scolarisation des garçons sera assurée en partie dans les écoles françaises, en partie dans les médersas. En 1960, 90 % des garçons sont ainsi scolarisés.

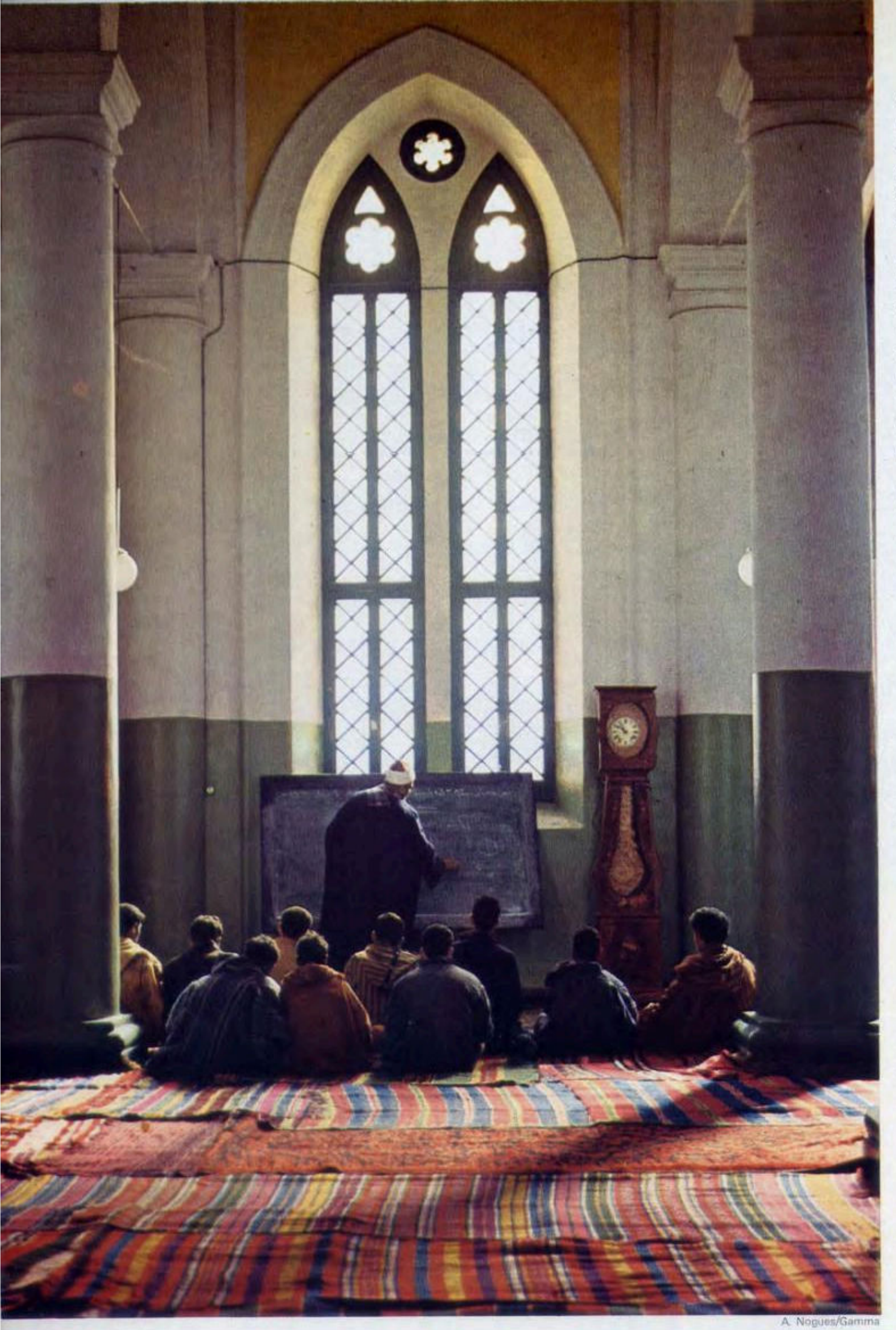
Il en va tout différemment pour l'instruction des filles. Une amorce de cette scolarisation est entreprise à Berriane et

des heures de travail ajouté à celui des écoles françaises aboutit à l'abrutissement des élèves : quatre heures de médersa, six heures d'école française. D'autre part, le nombre des fêtes diverses ramène l'année scolaire à 144 jours.

Les Mozabites, convaincus que les écoles coraniques vont dans le sens de leur tradition, font des efforts considérables pour les développer, dépassant d'ailleurs sans autorisation légale le nombre des classes tolérées. La collecte du 16 juillet 1959 pour l'ouverture de nouvelles classes à Guerrara a rapporté environ 200 000 francs en nature et en espèces.

L'instruction des garçons a donc été finalement consentie, commencée dans les écoles françaises, poursuivie dans les écoles coraniques. Mais cette instruction n'est pas appliquée aux fillettes, à qui est opposée l'intransigeance dogmatique.

Cette étude particulière sur la scolarité se justifie en ce sens qu'elle constitue un test réel sur la volonté d'évolution des Mozabites. On constate, à cet égard, que cette évolution reste délimitée par le cadre étroit des intérêts de la communauté et que les Mozabites, en définitive, ne se sentent aucune affinité particulière avec la civilisation occidentale. Il leur importe seulement d'en tirer le meilleur parti.



A. Nogues/Gamma

à Guerrara, les fiefs du réformisme. Elle concerne 90 élèves, soit 15% des enfants du sexe féminin d'âge scolaire. Sur ce point, les conservateurs et les réformistes se concertent le 25 août 1959. Ils prennent acte des hésitations de la politique française, durcissent leur position à l'égard de l'action psychologique française, freinent la scolarisation des filles et ne la maintiennent que chez les sœurs blanches. A cette occasion, ils décident de renforcer l'effort considérable entrepris au profit des médersas, écoles coraniques qui ont pour objet d'instruire les jeunes Mozabites dans les matières tant de culture générale que religieuses.

Les études sont orientées principalement dans le sens religieux et les cours de matières profanes sont peu nombreux. Le niveau des mathématiques enseignées à la médersa supérieure ne dépasse pas le niveau de la classe de 4e. En outre, quelques cours d'histoire et de géographie tentent de donner l'impression qu'il s'agit là de collège moderne. En fait, les professeurs, formés à Tunis ou au Caire, s'ils ont, certes, une grande science livresque, n'en paraissent pas moins manquer d'envergure et semblent peu ouverts aux problèmes modernes.

Quoi qu'il en soit, cet aspect scolaire ne peut résoudre celui que pose l'instruction des jeunes. En effet, le volume

En holocauste

Ils ont su, dans ce sens, parfaitement exploiter les efforts de l'administration pour obtenir un hôpital moderne présentant cette particularité heureuse que toutes les chambres réservées aux femmes fussent des chambres individuelles. Ainsi les coutumes contribuent-elles paradoxalement à l'amélioration des conditions d'hospitalisation. En revanche, les mœurs ne sont pas encore adaptées. Les femmes mozabites accouchent plus volontiers dans leur ville qu'à l'hôpital. On cite bien ce Mozabite plaçant, toute affaire cessante, sa femme dans le coffre de sa voiture pour l'amener accoucher à l'hôpital, mais c'est, là encore, une exception...

De même, les soins dentaires font l'objet d'une certaine méfiance. Le dentiste militaire de passage à Ghardaïa en sait quelque chose, lui qui dut arracher une dent à une femme en plaçant le voile de cette dernière sur sa tête à la manière des photographes d'autrefois. Cela n'empêche pas les intéressés de demander des papiers de complaisance pour obtenir le remboursement par la sécurité sociale de radios et de soins qu'ils auraient pu subir, ce qui, à leurs yeux, justifie cette demande. Le refus du médecin militaire est jugé comme un acte conformiste peu en accord avec un sens commercial pratique.

A dire vrai, ce sens pratique va plus loin. Il s'applique aux touristes s'offrant en holocauste aux marchands mozabites.

l'angoisse étreint la communauté mozabite

Le célèbre tapis du Mzab, dont les caractéristiques sont bien connues, est recherché comme souvenir. Mais la demande est trop importante. Dès lors, il y a la qualité pour les amis : laine et couleurs naturelles, le reste pour les passants : fibranne et couleurs synthétiques délavées intentionnellement au soleil du Mzab pour faire « antiquité ».

En définitive, tout cela montre bien l'effort entrepris pour l'évolution du Mzab, mais aussi dans quel sens les Mozabites entendent l'orienter et l'exploiter.

Et surtout ils prennent conscience de la dégradation de la situation.

Aux « Français à part entière » de juin 1958 se sont substituées, en janvier 1959, « une place de choix dans la communauté », puis, en septembre, l' « autodétermination », enfin, en janvier 1960, « la solution la plus française », pour laisser entendre, en juillet de la même année, que l'Algérie pourrait avoir son gouvernement et, en novembre, qu'elle sera un Etat, un Etat indépendant est-il précisé en avril 1961.

Au fil des mois, les Mozabites ont compris. Ils ont d'abord compris leur erreur d'avoir participé aux votes d'une façon massive. Ils sont très inquiets sur leur avenir.



D. Camus/Paris-Match

Un vent de sable

Déjà en 1959, après avoir reçu triomphalement Soustelle à Berriane, ils ont dû payer à la rébellion une indemnisation égale à la dépense entraînée par cette réception. « Plaie d'argent n'est pas mortelle. »

Quant à la rébellion, elle se manifeste activement, en 1960, au Mzab, afin de justifier sa présence au Sahara et de préparer ses revendications. Mais ces bandes sont, pour la plupart, écrasées. Une d'elles l'est dans Ghardaïa même, sous l'action habile et conjuguée des unités locales et du lieutenant-colonel commandant le sous-secteur de Ghardaïa.

Mais que vaut une action militaire efficace s'appuyant sur une action politique qui se veut de concertation mais qui est, en fait, d'abandon ? Les Mozabites tirent les conséquences de la situation politique, la seule valable à leurs yeux, et préparent l'avenir. Leur problème est de sauver leur communauté, les intérêts de leur négoce.

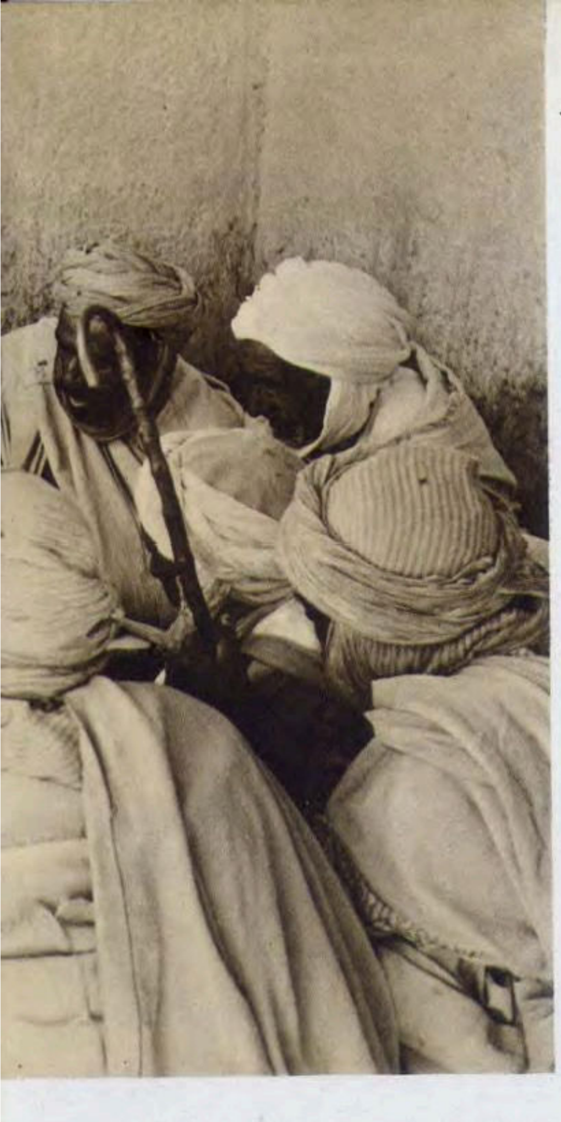
La communauté mozabite connaît alors le poids mortel de l'angoisse. Semblable à quelqu'un qui se voit mourir, elle se remémore son histoire, ses exodes, elle sent planer sur elle la menace de la destruction. Certes, elle donne des gages à la rébellion. Elle maintient le contact dans l'espoir de sauvegarder son avenir. Elle sait exactement ce qu'elle peut attendre des malékites et eux savent parfaitement le jeu subtil qu'entend mener cette communauté.

Il est certain que les hérétiques d'hier ont moins à craindre de la virulence des sentiments religieux qui s'émoussent. Mais la richesse connue des ibadites provoque, à quelque mille ans de distance, les mêmes convoitises que suscita le luxe de Tiaret ou de Sedrata. Les Chaambas gagnés à la rébellion seront, pensent-ils, les premiers à se jeter sur les biens mozabites.

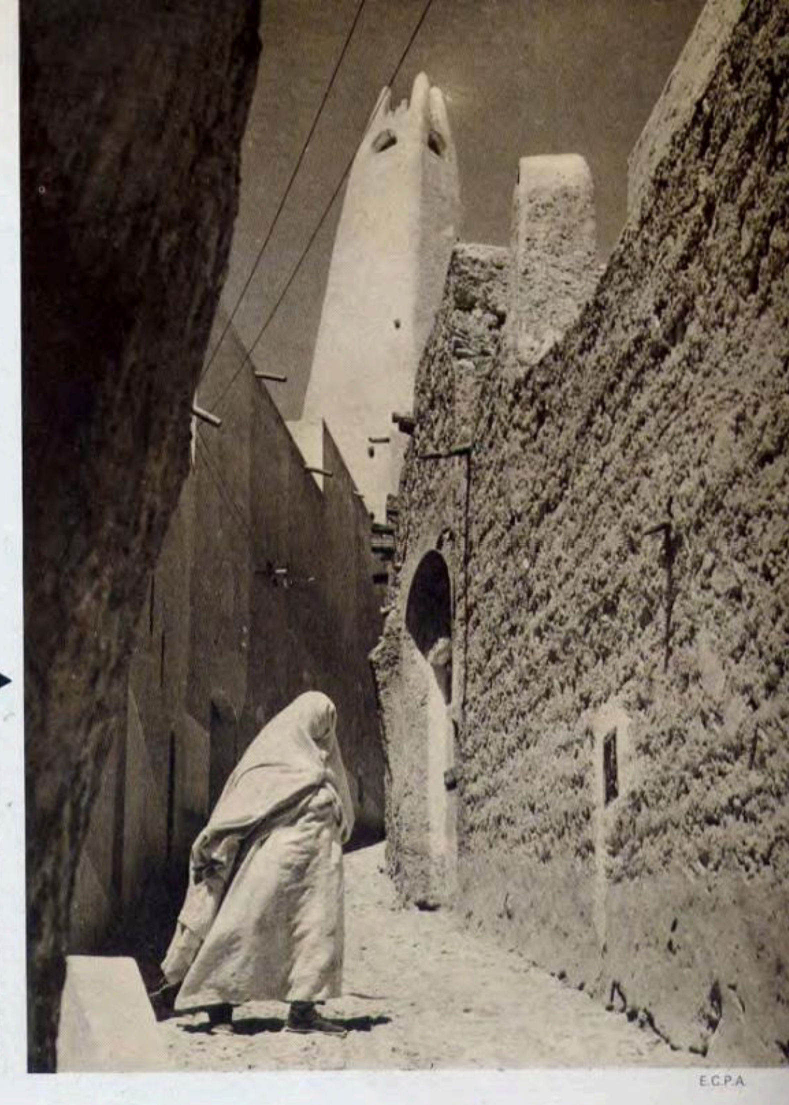
Devant ces événements graves mettant en cause leur avenir, leur vie même, les

E.C.P.A.





◀ Partie de dominos à Ghardaïa. Partie acharnée, interminable parfois, interrompue seulement par l'appel du muezzin qui invite les fidèles à la prière du *dho'r* : *Allah ouakhbar*, Dieu est le plus grand. La ville entière alors prie et, devenue silencieuse, donne l'impression d'un ordre quasi monacal.



Au Mzab, la femme, ▶ pour sortir, porte une légère couverture de laine qui ne laisse apparaître qu'un œil. Elle ne sort d'ailleurs que rarement de sa maison qui, dans les villes, est construite en briques de terre argileuse, séchée au soleil ou encore en pierres agglomérées.

E.C.P.A.

chefs mozabites réagissent en se plaçant à l'échelle de leur histoire. Ils renforcent les liens étroits avec les communautés extérieures de Tunisie, d'Egypte et du Maroc. Par là, ils obtiennent des renseignements précis sur le comportement des chefs de la rébellion comme sur leurs intentions.

Vis-à-vis de la rébellion, ils maintiennent des contacts, payant ce qu'il faut pour que leur communauté se poursuive paisiblement. La cohésion de la communauté permet à celle-ci de fournir sa redevance sans même qu'un seul de ses membres puisse, en toute bonne foi, être accusé de complicité : les collectes pour la remise en état de maisons religieuses à l'étranger (30 000 francs déjà en 1957) et la possession de comptes dans des banques étrangères assurent aux versements l'anonymat indispensable à leur sécurité.

Quant aux femmes, il importe de les reprendre en main. C'est leur vote qui avait amené l'élection du maire de Ghardaïa et fait la décision. Elles peuvent prendre conscience d'un certain rôle. Le chef réformiste, au lendemain du référendum de 1958, avait admis que les femmes pourraient être « comme les sœurs blanches, face et mains dénudées ». Mais en 1959, il n'en est déjà plus question. Les diverses consultations qui s'échelonnent de 1958 à 1961 marquent un retrait progressif de la participation féminine allant jusqu'à 80 %.

Les jeunes filles continuent d'être mariées avant la puberté. Leur instruction est volontairement négligée. Les cars appartenant à des chefs conservateurs refusent de prendre à leur bord les fillettes se rendant à l'école. Tout au plus admet-on de les laisser, jusqu'à neuf ans, parfois dix, s'instruire chez les sœurs blanches, où l'ouvroir est la garantie que ces enfants auront un métier exploitable après leur mariage : celui du tissage des tapis.

Parallèlement, l'effort sur la construction des médersas est accentué. A la mosquée, le cheikh Bayoud décrète que les maçons seront payés 18 francs par jour au lieu de 30, et ce, afin de terminer le programme dans les limites budgétaires. Interdiction est faite aux divers chefs de chantier du pays de proposer des chiffres supérieurs. Le programme est ainsi achevé.

Dès lors tout le possible a été fait. Il n'y a plus qu'à attendre. Lorsque le pavillon français est amené du bordj où il a flotté près de cent ans, les Mozabites espèrent limiter les dégâts. Le cheikh Bayoud a été imposé par la France au nouveau gouvernement provisoire algérien qui siège à Rocher-Noir.

Mais avant même que le dernier soldat français ait tourné le dos à la Chebka, quittant ses horizons torrides dans un vent de sable brûlant et tourbillonnant, le cheikh Bayoud est renvoyé à Guerrara. Les Mozabites devront faire un peu de place aux Arabes, céder la mairie de Ghardaïa, pour ne conserver que la direction des villes de l'intérieur leur appartenant. L'immédiat est sauvé.

Mais ils ne peuvent s'opposer à l'empiétement arabe qui les envahit lentement mais sûrement. C'est sans doute dans ce repli sur eux-mêmes, dans leur sens communautaire, dans leur volonté d'unité qu'ils trouveront les forces nécessaires pour survivre. A leur manière il leur faut de nouveau ruser et résister.

La France, quant à elle, est partie sans bruit, un peu comme elle était venue. Elle n'est plus dès lors qu'un épisode dans l'histoire des Mozabites. Mais d'autres épreuves sont attendues, qu'il faudra surmonter coûte que coûte, une fois de plus, tant il est vrai que les difficultés, les privations, les luttes ne semblent réservées qu'à ceux qui entendent défendre et protéger un idéal : une certaine forme de vie et de pensée. H

Lt-colonel André CHAPERON

◀ La place du marché à Ghardaïa. Marché très animé, riche en denrées de toute sorte : dattes bien grasses, grenades juteuses d'un rouge éclatant, sauterelles grillées, lait de chamelle, jus de palmier. Des ânes aussi, prêts à être vendus... Et du sel, qui est échangé contre des légumes frais.

J.-M. Dorveaux



Gl Goubard

DU MAQUIS CORSE AU

Il fait presque nuit; très loin, la voix lancinante d'un muezzin chevrote et le soleil nappe le Djurdjura d'un sang vermeil, décor irréel dont on ne se lasse jamais. Dans sa paillote, l'homme des transmissions fait tourner sa gégène et la dynamo a un bruit asthmatique.

En liaison avec l'état-major des Beni-Douala, il converse et sa silhouette courbée danse en ombre fantomatique sur le mur calleux. Quelques curieux sont là, accroupis, attendant que nous arrive un message insolite. Le gars des trans se tourne vers eux : « Les potes, vous allez être satisfaits, ça va bouger dans le secteur. »

On se couche un peu anxieux. C'est demain peut-être qu'il faudra mettre en pratique notre savoir de combattants de choc.

Nous avions commencé les classes à

Départ en patrouille ▶ dans le djebel kabyle. Il ne s'agit plus ici de courses dans les maquis corses, ni de tir sur des silhouettes en bois ni d'embuscades tendues aux copains.

◀ Le Djurdjura, en Grande Kabylie. La région est un bastion du F.L.N. « Un secteur extrêmement difficile », avait dit au commando le général venu tout exprès de Marseille.


E.C.P.A.

Le radio : un ▶ personnage dont le rôle est capital dans une guerre de mouvement. Tandis qu'un homme fait tourner la « gégène », il cherche à établir le contact avec le P.C.


Coll. particulière

◀ El-Goléa : la mosquée. Les bataillons de choc ne seront pas tous envoyés en Kabylie. Dans toutes les régions d'Algérie, en fait, au nord comme au sud, ils combattront.

Un officier et ses ▶ deux radios, tapis dans les broussailles. Pendant des heures parfois, les hommes doivent demeurer immobiles sous le soleil brûlant, guettant l'ennemi.


Régis Galbrun

DJEBEL KABYLE

Perpignan, puis à Montlouis, avec sa citadelle cernée de fossés, d'où l'on ne pouvait sortir. Nous eûmes droit aux piqûres, comme dans n'importe quel autre corps, à la différence près que pour éviter l'engourdissement de l'épaule, on nous fit passer le surlendemain sous un réseau de barbelés installé à quarante centimètres du sol, torse nu...

Ensuite ce fut Pau et son stage de sauts en parachute, puis Collioure et son stage nautique, avec les marches pénibles dans des montagnes arides, jour et nuit. Aussi les marches commando, huit kilomètres à parcourir en moins d'une heure avec musette et armement, et ce, dans un terrain rocailleux : courir quatre cents mètres, marcher deux cents, courir quatre cents, etc. Au début, beaucoup s'écroulaient avant de finir.

Nous fûmes vite les victimes de quelques sous-officiers qui rivalisaient entre commandos, nous faisant exécuter mille exercices pour surpasser le commando rival. Cela nous amena même un jour à attaquer la montagne pendant une tempête de neige. Pour ne pas être en reste, un autre stick voulut faire comme nous et perdit trois hommes, que l'on récupéra dans le cirage mais tout de même vivants (nous venions de nous installer à Calvi). Depuis, les marches commando s'effectuèrent après les quarante kilomètres de montagne menés à allure accélérée...

Les séances de tir avaient lieu plusieurs fois par semaine, avec retour à travers le maquis en marche commando.

Le stage guérilla

Nous quittâmes Calvi pour Corte, enfoui dans sa montagne immense. En hiver, et les pieds glacés. Les brodequins cloutés, utilisés constamment sur les rochers pour se faire les chevilles, furent progressivement abandonnés au profit des rangers.

Du soleil nous passâmes à la neige. Le froid était vif, et pour faire un peu de feu dans la chambrée de soixante-quinze lits, nous allions abattre les pins sur le Tavignano, allant jusqu'à piquer tout ce qui pouvait brûler, n'importe où...

Puis ce fut le stage guérilla.

Les marches s'allongeaient et nous passions autant de nuits à la fraîche, en cet hiver rigoureux, qu'en chambrée. La neige, par endroits, montait jusqu'au ventre et il fallait coucher au hasard du terrain, dans quelque creux de rocher, avec son sac à viande, nous réveillant le matin, les chaussures croûtées de glace. Traversée de rivières à la nage, la nuit, entre les glaçons, attaque de ponts à l'explosif, puis escalade de cols sans vêtements de rechange...

Les exercices s'effectuaient parfois à coups de pains de T.N.T. que l'on se balançait à bout portant, ainsi que les grenades offensives.

Nous nous sommes habitués à ce genre de vie et transformés progressivement en parfaits petits guérilleros. Les courses dans le maquis, par vagues, avec les grenades défensives qui tombaient juste devant nous, avec un « pschaf » désagréable qui fauchait les branches des sapins, nous habituèrent à garder notre sang-froid.

Tout ce qui fait du bruit et du mal meublait notre vie, annihilant presque en nous tout instinct de conservation. Pour faire sauter les rochers, on ne nous donnait que dix centimètres de mèche lente,

(Suite page 2856)



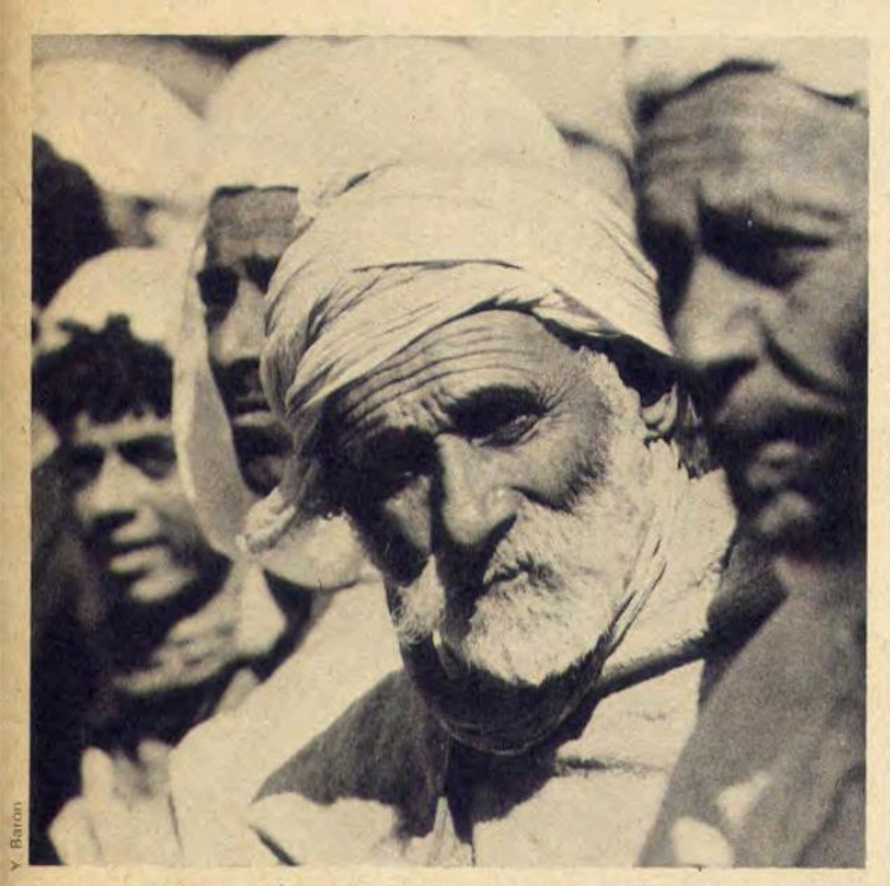
Le massif du Djurdjura, sur un socle de gneiss et de micaschiste, dresse ses hauts sommets déchiquetés. Sur la face nord, il présente des paysages de haute montagne marqués par l'empreinte glaciaire.

Technor/Bloch-Lainé

HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 345

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...



Sept ans de violences : les Kabyles espèrent retrouver leurs maisons et leurs terres...

Dans trois articles successifs des n°s 75, 76, 77 d'Historia Magazine, *la Guerre d'Algérie*, vous rapportez la vie aux « Beni-Douala ».

Mon travail d'enseignant m'a valu de séjourner dix ans aux Beni-Douala, de 1960 à 1970, après d'autres séjours en divers lieux d'Algérie. J'ai aussi traversé la guerre et puis, enfin, découvert la paix aux Beni-Douala mêmes, avec les mêmes yeux étonnés que mes élèves...

Des liens de profonde amitié me rattachent à cette population fière et laborieuse; ils m'incitent à vous écrire pour déplorer que, onze ans après la fin d'un cauchemar inimaginable pour ceux qui ne l'ont pas vécu, on se serve encore des malheurs indicibles des montagnards de Kabylie pour essayer de justifier, sous couvert d'histoire, certaines thèses dont l'application pratique fut, sans cesse, battue en brèche sur le terrain et dans les cœurs.

Beaucoup de choses restent à montrer : la face cachée de l'Histoire en quelque sorte.

Seuls, des Algériens seraient en mesure d'exposer ce qu'ils ont souffert et de contredire certaines affirmations pleines d'assurance.

De cette confrontation naîtrait peut-être la vérité historique que chaque lecteur d'une revue d'histoire est en droit d'attendre.

Dans la mesure où les exigences élémentaires d'impartialité ne sont pas respectées, certaines relations de la guerre d'Algérie ne devraient pas avoir place dans vos colonnes puisqu'elles mettent en cause des collectivités villageoises ou des personnes qui auraient certainement leur mot à dire au sujet des événements qu'elles ont eu à supporter et sur la façon dont elles furent traitées par certains qui, aujourd'hui, se donnent le beau rôle.

Pourtant, je dois être objectif et constater que, dans l'ensemble, votre revue présente un intérêt constant.

M. M..., Djibouti

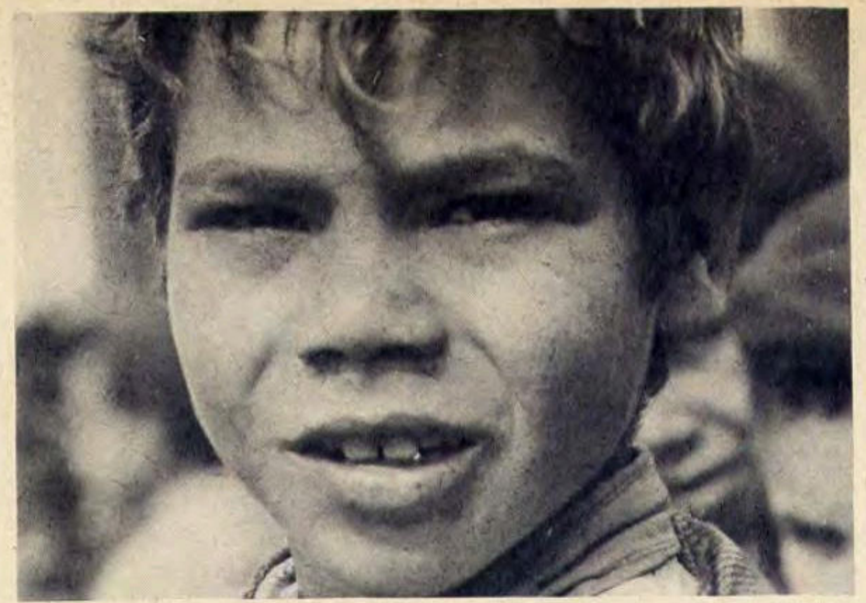
★

Références : lettres de MM. A. D... 66000 *Perpignan (n°* 319*) et J. N...* 71000 *Chalon-sur-Saône (n°* 209*).*

Jeune sous-lieutenant, je suis arrivé en A.F.N. en octobre 1957, après un stage à l'École d'application, où l'instruction armement s'effectuait sur P.M. MAT-49, F.M. 24/29, MAS-36 et MAS-49 à lunette. Équipement normalisé des troupes opérant en Algérie, disaient nos instructeurs.

Affecté à une unité opérationnelle du 2e R.T.A., quelle ne fut pas ma surprise de découvrir le fusil Garant U.S., le F.M. ▶

Opinions...



Y. Baron

◀ ...*Choyer à nouveau leurs enfants comme le veut une longue tradition...*

▶ Bar, le P.M. Thompson, le colt 11,43, la carabine U.S. M-1.

Cet armement dont nous n'avions jamais entendu parler en cours de stage, était de surcroît désuet et en mauvais état.

Lors des nombreux accrochages subis par cette unité le F.L.N. nous opposait mausers, Mat-49, MG-42 en parfait état de fonctionnement, alors que nos tirailleurs avaient toutes les peines du monde à se servir de leurs armes.

J'ai pu voir plus d'une fois nos hommes, au cours des combats être obligés de réarmer les culasses des garants avec le pied, le caporal qui arrosait à la Thompson ne pouvait le faire qu'en forçant sur le chargeur ou en le secouant énergiquement. Et je ne parle pas des munitions, gonflées ou rouillées qui avaient une fâcheuse tendance à faire éclater le canon des armes entre les mains de leur détenteur.

Il a fallu un accrochage très violent, le 20 mars 1958, dans le secteur de Sidi-Bel-Abbès, avec de nombreux incidents de tir, et tout autant de victimes de part et d'autre, pour que notre unité de tirailleurs se voie enfin dotée d'un armement plus réaliste et adapté aux circonstances.

Mais peut-être nos chefs de l'époque n'avaient-ils qu'une confiance relative en ces unités musulmanes qui en valaient bien d'autres, pour les doter, jusqu'en mai 1958, d'un armement que peut-être l'A.L.N. n'aurait pas accepté.

La thèse de M. J. N... est très plausible, j'en ai eu de nombreuses preuves auprès des rappelés.

M. C K..., 21380 Messigny

★

... J'ai lu avec beaucoup d'intérêt et un peu d'étonnement le portrait que vous avez tracé du général Crépin, les propos que vous lui prêtez et les motifs de son désaccord avec M. Delouvrier.

L'ensemble donne des faits une version assez éloignée de la réalité.

En fait, le général Crépin ne s'est jamais départi d'une certaine prudence politique, mais comme il n'avait pas la riposte

TÉMOIGNAGE

J'ai été appelé en 1961, et suis resté en A.F.N. de juin 1961 à juillet 1962.

J'ai d'abord, comme beaucoup de mes confrères, pratiqué l'A.M.G. dans un village du Sud oranais (Kreider). C'était dans un baraquement préfabriqué avec un toit en tôle ondulée. En été, la chaleur à l'intérieur était pratiquement insupportable. J'étais assisté d'un infirmier militaire et tous deux nous perdions des litres d'eau en transpiration !

Trois après-midi par semaine, je consultais. L'état sanitaire des habitants du village arabe était déplorable. Les mouches pullulaient et transportaient de nombreuses maladies dont l'hépatite à virus et le trachome. Elles recouvraient littéralement les yeux des nourrissons sans que les mères les chassent.

Souvent, nous étions appelés à domicile, quelquefois trop tard. Les accouchements, nous les pratiquions dans le gourbi, la femme étendue sur le sol, à la lueur d'une lampe à acétylène et moi à genoux pour être plus à l'aise ! La nuit, nous y allions seuls, l'infirmier et moi, et nous n'étions pas tranquilles !

Par la suite je fus muté au fort Saint-Louis. Situé dans le djebel au niveau d'un village dit Djenien-bou-Rezg (au sud d'Aïn-Sefra), ce fort était placé au-delà du barrage électrifié à une vingtaine de kilomètres de la frontière algéro-marocaine. Sa mission était de garder le barrage. Il était à peu près le seul dans sa situation, à part des postes de radar. Au début, il n'y avait qu'une mauvaise piste pour y parvenir. Il fallait passer une porte dans le barrage électrifié et parcourir environ 8 km dans le djebel, avec force poussière et cahotements pour l'atteindre. Il était fait comme un château fort avec cinq tours reliées par des murs munis de meurtrières. Dans quatre des tours, les plus basses, il y avait une sentinelle en armes. Dans la cinquième, la plus haute, celle qui faisait face au Maroc, il y avait 2 hommes et une mitrailleuse lourde. A l'intérieur il y avait deux pièces de 105 et 3 mortiers dont un 81 et un 120. Enfin, un radar dont la géné-

aisée, certains de ses interlocuteurs, enclins à prendre les silences pour des approbations, ont pu le croire acquis à leurs idées.

Ses difficultés avec la Délégation générale sont nées de l'ambiguïté que M. Delouvrier laissait planer sur le virage pris par la politique algérienne du général de Gaulle. Venu pour rénover une Algérie dans le cadre de la France, sollicitant les investissements financiers métropolitains en faveur du développement industriel de celle-ci, M. Delouvrier était évidemment assez mal placé pour expliquer *urbi et orbi* qu'on allait livrer l'Algérie au F.L.N. Certes! Mais rien ne l'obligeait à réconforter les cadres de l'armée, comme il faisait chaque fois que l'occasion lui était publiquement donnée, en les assurant que l'Algérie resterait française.

Et c'est précisément d'entretenir des illusions et, donc, de provoquer d'amères désillusions que lui reprochait le général Crépin.

Il convient d'ailleurs de souligner que depuis le 16 septembre 1959, jour où le général de Gaulle avait offert son indépendance à l'Algérie, les propos de ses représentants à Alger ne rencontraient plus guère que scepticisme ou mépris, et que le mépris n'allait pas au général Crépin, qui, lui, n'avait jamais rien promis.

G. J..., 21240 Talant

★

Dans votre Historia n° 87, de *la Guerre d'Algérie*, je lisais au sommaire du prochain numéro qui allait paraître que vous alliez parler de la Croix-Rouge qui est intervenue malgré « vent et marée » pendant les événements.

Je vous rappelle l'œuvre de bien des particuliers qui, dans l'ombre, ceux-là, ont agi pendant des années, non seulement en faisant des visites dans les ▶

... leur apprendre le dialecte et les coutumes, pour les préserver de l'arabisation qui les menace depuis des siècles.

Y. Baron

ratrice alimentait le fort en électricité.

Le fort comprenait une compagnie (la 7e du 2/ 5e R.I.) commandée par un lieutenant. J'étais médecin du fort et m'occupais de cette compagnie, ce qui me laissait beaucoup de temps libre.

A peu près tous les soirs, jamais avant 23 heures, nous étions harcelés par les « fells ». La plupart du temps, des rafales de mitraillette, de mitrailleuse et des coups de mortier. Nous montions alors dans la cinquième tour et nous apercevions nettement à 100 mètres environ les assaillants. Nous ripostions avec la mitrailleuse et les mortiers; il devait y avoir des blessés (que jamais nous ne retrouvions) car en parcourant le terrain au jour, nous retrouvions des ampoules d'hémostatiques.

Grâce au radar, nous avions un premier moyen de détection de l'approche de l'ennemi. Mais il y avait en expérimentation un système de « sismophones ». Il était constitué de microphones enterrés sur le passage probable des « fells » et reliés à une amplification au fort. J'ai moi-même entendu très nettement les bruits réguliers que faisaient les « fells » en marchant; le harcèlement n'était alors pas long à venir. Ce fort était aussi une « plaque tournante » pour un grand nombre de commandos (légion, marine, air).

Parfois il y avait des exercices d'appui aérien et d'artillerie du fort. Alors, une pièce de 155 situé à Djenien tirait en notre direction, tandis que les avions descendaient en piqué et mitraillaient les alentours du fort.

J'ai passé cinq mois dans ce fort; l'ambiance de la compagnie y était une des meilleures que j'aie connues.

Je vous fais parvenir des tracts ramassés sur le terrain incitant les militaires à cesser cette guerre « bête » et d'autres sans doute édités par l'extrême gauche incitant les « camarades du contingent » à se « démoraliser ».

Enfin, j'expédie un drapeau F.L.N. fabriqué main avec des tissus de fortune et exposé sur le ksar d'Aïn-Sefra après la signature des accords d'Évian. La légion l'arracha, trouvant que c'était un peu précoce !

Dr R. C..., 13005 Marseille

Précisions pour l'Histoire...

douars, mais surtout en créant des dispensaires, de petits centres hospitaliers et en organisant des cours ménagers pour les petites filles musulmanes.

Rares étaient les entreprises agricoles un peu importantes qui n'avaient pas chacune leur dispensaire, centre hospitalier ou social.

Je pense à El-Affroun avec son petit hôpital fonctionnant depuis de nombreuses années et créé par un particulier.

La ferme Chiris à Boufarik. Et bien d'autres encore, non loin de Souma.

Je vous rappellerai également l'œuvre importante de mon mari, dont je vous ai déjà beaucoup parlé et pour lequel je vous ai envoyé des photos. Je vous ai, du reste, à ce sujet, envoyé le 1er juin une lettre écrite depuis longtemps mais que je ne vous avais jamais adressée.

Je trouve d'une façon générale que ces œuvres avec leur importance, leur nombre, leur raison, leur résultat n'ont jamais été jusqu'à présent présentées d'une façon réelle dans votre journal de la guerre d'Algérie.

Mme A..., 83320 Carqueiranne

TÉMOIGNAGE

23 septembre, 19 heures. La nuit tombe sur la maison forestière d'El-Azaïeb, « repaire » isolé de 20 appelés de la 1re compagnie du 15e bataillon de chasseurs alpins et de quelques maîtres-chiens du 19e P.C.O. Une douzaine d'hommes, à la faible lueur de bougies et de lampes de fortune, s'équipent pour descendre au village voisin : une patrouille de routine avant la soupe et la garde de nuit.

Les patrouilles, les embuscades, les bouclages, les surveillances de villages, les « opés », cela veut dire pour le chasseur : marcher, toujours marcher, l'arme rivée au poignet – cette arme, compagne privilégiée, que l'on ne quitte guère que pour dormir.

Sans bruit, les douze hommes pénètrent dans le gros village kabyle. Ils marchent à la queue leu leu, l'éclaireur de pointe rythmant les mouvements. Pas un geste, pas un pas qui ne soit mesuré.

Ce soir, j'étrenne une paire de pataugas neuve, obtenue grâce à un copain « garde-mites » à la base arrière de Tigzirt-sur-Mer et je les apprécie rudement car je vais de caillou en caillou, de cactus en cactus.

Nous marchons depuis un quart d'heure environ. Soudain, l'homme devant moi s'arrête... Comme lui je m'accroupis et comme lui aussi, sans doute, je scrute la nuit. Le sergent Langet surgit et me fait signe de me poster de l'autre côté d'un gros mur. J'ai l'impression que nous allons avoir des ennuis. Cette patrouille ne me dit rien de bon. Poser des embuscades, je veux bien, mais tomber dedans...

Un choc terrible; une brûlure à la jambe droite; je suis propulsé quelques mètres plus loin. De petits éclairs strient le ciel; des « patates » éclairantes éclatent. On voit comme en plein jour. Je crie : « Je suis touché!... » Mais qui pourrait m'entendre?

Ma jambe est lourde, poisseuse. Je me relève et debout, comme à la parade, traverse le chemin. J'escalade une butte. Je n'ai qu'une idée : rentrer au poste.

Calard, un copain, me double et prend mes cartouchières. Je lui dis de filer sans m'attendre. Qui sait, les « fells » sont peut-être à nos trousses. Comment savoir ce qui se passe? A la guerre, ce n'est pas comme au cinéma, on n'a aucune vue d'ensemble du champ de bataille. Quel désordre en quelques minutes!

J'avance lentement, comme un automate. A un moment, j'aperçois de nouveau, juste au-dessus de moi, jaillissant du sommet d'une petite crête, les flammes jaunes. J'épaule mon fusil mais ne tire pas. Je suis en direction du poste. J'ai peur de me « flinguer » avec un copain.

A bout de forces, je me couche sur le ventre. Que la terre est douce! Me voilà en paix. Je n'entends plus rien. Ma tête tourne bizarrement, comme animée par un manège géant.

« Doublez la garde, pointez un F.M. sur le village, préparez deux lits pour Vidal et Lakim qui viennent de « morfler »! » Je me retrouve au poste, tout étonné. Pourtant, je me souviens de Kérakosian venant me chercher avec un brancard « sur le terrain ». Mais j'ai perdu toute notion du temps. Cela aurait pu être hier... ou il y a un mois. On m'enlève mon fusil... Je suis détendu.

Un convoi est monté à l'aube avec un toubib. La nuit, on ne se déplace pas en « bahut » sur notre piste.

J'ai étonné la Faculté : comment avais-je bien pu marcher si longtemps avec une fracture ouverte du fémur?... **M. C. V...**

★

... Si je me permets encore une fois de vous écrire, c'est parce que je suis à la fois honorée et très embarrassée par votre proposition d'établir par moi-même un témoignage sur l'O.A.S. dans votre « Courrier des lecteurs » d'Historia Magazine. Ce n'est pas parce que je n'ai rien à dire que je suis obligée de renoncer à ajouter à ce que relatent déjà tant de lecteurs, mais parce que j'ai plus imaginé que vécu pendant tout ce temps de l'O.A.S. dont je connais seulement certains militants et responsables ou du moins certains membres qui avaient joué un rôle.

Mme N. W..., 75006 Paris

★

Décidément, tout est bon pour faire le procès de la France et, à travers elle, celui des pieds-noirs ou inversement.

M. A. J..., de 39-Cernans, nous parle à nouveau du verre d'eau refusé mais sous une

Une des rares exceptions en Afrique du Nord et dans les pays arabes, la femme...



Y. Baron

autre forme. Il écrit en effet : « Nous n'avions pas à crier après les pieds-noirs s'ils ne nous donnaient pas d'eau, car où nous étions en opération, il n'y en avait pas. » Des pieds-noirs ou de l'eau? Est-ce bien sérieux? Ce correspondant aurait pu tout de même préciser où il se trouvait : en pays habité ou sur un piton rocheux!

M. S. T..., de 91-Massy, lui, s'étonne qu'il existait des villages qui n'avaient jamais vu un seul Européen depuis des années. Qu'est-ce que cela prouve? Et encore faudrait-il savoir ce que ce correspondant appelle villages! D'autre part, il n'y avait en Algérie qu'un peu plus d'un million d'Européens et ils ne pouvaient se trouver partout. Quoi de surprenant qu'ils se soient fixés là où ils pouvaient travailler utilement et gagner leur vie?

M. S. T... doit cependant être remercié, et je le fais très volontiers, de condescendre à reconnaître qu'*heureusement il y avait eu quelques changements depuis 1830*, ajoutant aussitôt : *mais qu'il ne faut pas exagérer*, car, dit-il, le progrès et le développement n'ont certainement pas profité aux musulmans, qui subissaient une ségrégation impitoyable dans tous les domaines. Peut-on imaginer jugement plus spécieux?

Pour ce correspondant, le développement avait surtout lieu près des grosses agglomérations urbaines, mais dans le bled, rien... Mais de quoi vivaient donc ces millions de musulmans habitant ces cités urbaines? Et par quel coup de baguette magique ces anciens villages de colonisation étaient devenus, au fil des années et par l'effort commun de toutes les populations, de riantes et prospères petites villes où vivaient toujours mêlés Européens et musulmans?

Et de se souvenir aussi d'un village situé à 80 km au sud de Biskra où il n'y avait ni structure administrative, ni ceci, ni cela. Ce village n'était-il pas tout simplement une bourgade abritant une tribu nomade? Car Biskra, ce n'est tout de même pas la banlieue de Paris ou d'Alger. C'est une grande oasis devenue centre de tourisme, par la grâce de qui, je vous le demande, et 80 km au sud, c'est le Sahara, c'est-à-dire l'immensité désertique! Par souci d'information, ce correspondant aurait dû également s'intéresser à l'œuvre admirable des compagnies sahariennes.

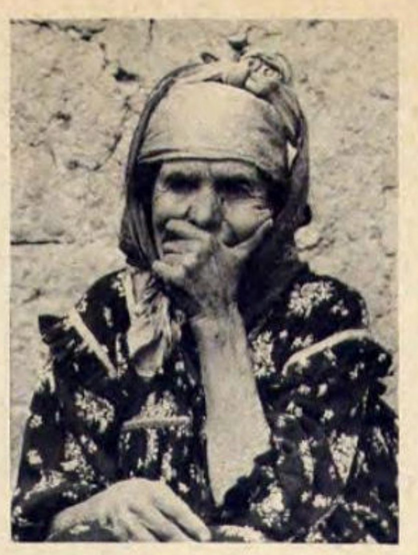
Combien de nos bons villageois n'ont encore jamais vu la mer ou un train? Combien d'autres ne connaissent même pas leur maire? A qui la faute? Que M. S. T... aille donc faire un tour dans certaines de nos

Y. Baron

... kabyle possède, depuis toujours, les mêmes droits juridiques que l'homme.

La vérité des deux côtés...

L'autorité sur la famille de la grand-mère kabyle est discrète mais totale. ▶


Y. Baron

▶ villes ou campagnes, en Bretagne, par exemple. Il y découvrira des choses bien plus choquantes pour ne pas dire révoltantes. Et pourtant !

M. A. D..., 66000 Perpignan

★

... Il me semble néanmoins que vous faites la part belle à ceux qui étaient nos adversaires. Je sais que vous cherchez la vérité historique, l'objectivité, les témoignages des acteurs de ce drame (car il y a eu le drame physique et moral, et le drame moral continue pour nombre de personnes).

Mais quand même, il ne s'agit pas d'une affaire qui se serait déroulée entre pays lointains... La France s'est engagée là dedans il y a dix-neuf ans, il y a quinze ans, il y a onze ans. La France par ses dirigeants, mais aussi par tous ses soldats qu'on y a engagés contraints et forcés.

... Évidemment, dans une affaire comme celle-là, je ne pense pas être objectif : j'ai été zouave dans les djebels, pendant deux ans. J'ai eu une certaine optique des « opérations de pacification », j'ai monté un chantier de travail indigène.

... Bien sûr, je suis subjectif, mais je crois qu'une revue comme la vôtre se doit d'avoir le souci de rétablir la vérité, l'exactitude et de rectifier par des notes (au besoin) les témoignages.

M. P.C. de L..., 33124 Auros

★

Je dois vous dire que j'étais, pendant mon séjour en A.F.N., zone Ouest oranais (« Zoo »), un partisan de De Gaulle. Maintenant je le regrette et j'espère ne pas être le seul car la lecture des derniers numéros surtout me permet d'avoir la confirmation de mes dires.

Sans trop savoir pourquoi. Peut-être parce qu'il représentait un général de Londres et qu'il savait faire de beaux discours, surtout des promesses qu'il n'a pas tenues. Ce qui révolte, c'est de voir qu'il se détacha des militaires qui l'ont porté au pouvoir, car eux voulaient les tenir, ces promesses.

La plupart des appelés maintenant je suis sûr qu'on a le sentiment de s'être fait avoir, pour ceux qui restent, car pour ceux qui sont morts...

Comme Louis XV a vendu l'Amérique, de Gaulle a bradé l'Algérie.

M. R. C..., 13130 Berre

★

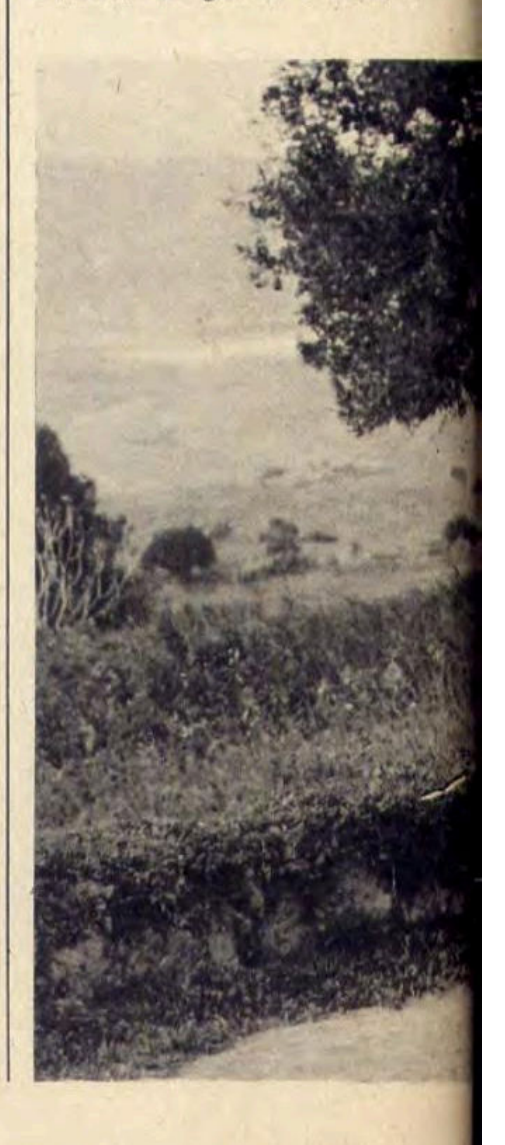
... Étant, comme bon nombre d'appelés ou d'engagés, un fervent lecteur de votre revue, je me permets de vous écrire pour d'abord vous féliciter de la présentation et de l'objectivité de votre magazine. Mais je trouve que l'on parle un peu trop souvent des activités militaires des unités parachutistes, bien que celles-ci aient pris une part importante aux opérations en Algérie, mais elles n'étaient pas les seules, loin de là.

Pour ma part, ayant fait partie du bataillon de Corée (1957-1959), il me serait agréable pour moi et pour ceux qui ont servi dans cette glorieuse unité – le mot n'est pas trop fort – de lire des récits sur telle ou telle opération particulièrement connue. Je sais que son effectif n'était pas considérable, mais comme d'autres unités, elle a eu ses revers aussi bien que ses agréments. Donc je vous demande, si cela est possible, que, d'ici la fin de votre série, vous fassiez mention de cette unité qui en valait bien d'autres.

M. M.D.F...., 06000 Nice

★

Vraiment explosif, l'article de M. le général Jacquin de votre numéro 321, page 2520. J'entre entièrement dans ses vues, persuadé que le défunt général n'avait pas vu, ou avait négligé, l'intérêt de conserver l'union avec les pays africains, quoique leur plate-forme lui ait permis, en 1942, de réaliser son ambition, malgré le bénéfice de la mort de l'amiral Darlan et l'éviction du général Giraud, et



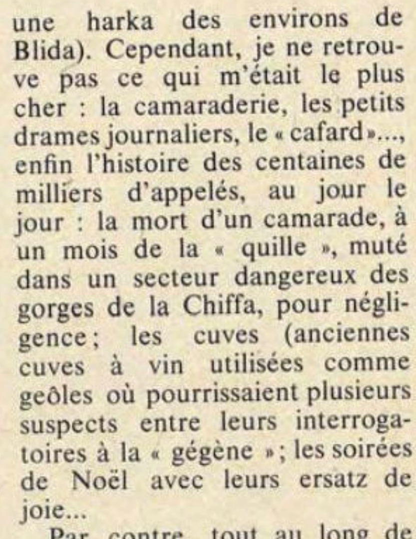
l'armée d'Afrique a servi de catalyseur à son programme et préparé le ralliement des chefs de la Résistance.

Nous voyons les résultats de la décolonisation. Je ne retiens personne, disait-il en 1959, abandonnant, en Guinée, des peuples attachés à la France, tels les Soussous, à la merci d'un meneur syndicaliste tribal, et d'autres populations dans une misère sans précédent, alors que la présence de postes militaires et administratifs fixaient les populations dans la quiétude.

M. E. B..., 91270 Vigneux

★

Ancien d'A.F.N., je me permets de vous faire part des quelques réflexions que m'inspire votre publication *la Guerre d'Algérie*. Pendant vingt-huit mois, ayant franchi tous les échelons, du P.D.L. au super-A.D.L., je ne me permettrai pas de juger de l'impartialité de votre revue, ma modeste participation personnelle dans ces événements me l'interdisant (M.D.L. dans une harka des environs de Blida). Cependant, je ne retrouve pas ce qui m'était le plus cher : la camaraderie, les petits drames journaliers, le « cafard »..., enfin l'histoire des centaines de milliers d'appelés, au jour le jour : la mort d'un camarade, à un mois de la « quille », muté dans un secteur dangereux des gorges de la Chiffa, pour négligence ; les cuves (anciennes cuves à vin utilisées comme geôles où pourrissaient plusieurs suspects entre leurs interrogatoires à la « gégène » ; les soirées de Noël avec leurs ersatz de joie...

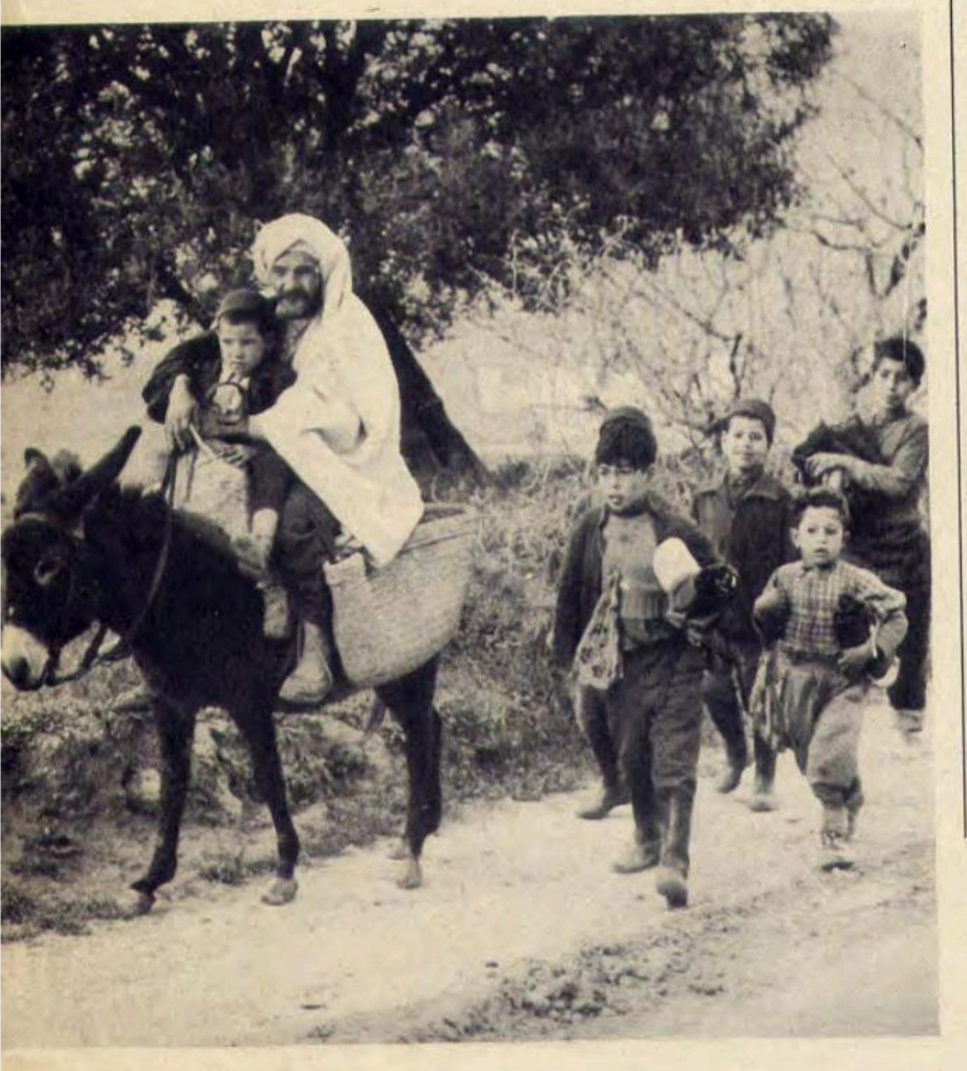


Par contre, tout au long de vos numéros, vous parlez des régiments d'élite (légion, paras...) qui, pourtant, ne représentaient qu'une minorité des combattants. A mon avis, vous faites la part beaucoup trop belle à la politique. Je sais bien qu'elle a joué un rôle capital dans ce drame ; personnellement, ce rôle ne m'intéresse pas ; pis, il m'écœure. Il m'aura appris une seule chose, dont je me doutais déjà ; à savoir que l'on faisait fi de nous, nous n'étions que des pions. Nos adversaires du maquis en étaient au même point.

M. J. V..., 43600 Sainte-Ségolène

(à suivre)

Y. Baron



◀ ***Les Kabyles sont en majorité des arboriculteurs, et possèdent de petits lopins de terre. Toute la famille participe aux durs travaux des champs, par tous les temps.***

reliez vous-même les numéros de votre collection

LA GUERRE D'ALGERIE



une reliure spéciale a été prévue elle contient 16 numéros

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos de quatre filets dorés en plein skivertex havane, avec le titre de la collection.

Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14e (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).
En Belgique :
au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.
En Suisse :
au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C 351



▶ DU MAQUIS CORSE...

pour entraîner les combattants d'élite

(Suite de la page 2853)

de façon à nous faire cavaler encore plus vite après l'allumage. Il arrivait que cela se passât de nuit et nous devions sertir les détonateurs sur les mèches avec les dents, sans pince, à tâtons... A ces exercices d'entraînement, plusieurs se retrouvèrent, blessés, à l'hôpital, mais qu'importe! Il y avait un taux de blessures toléré, et l'Algérie s'impatientait... Les punitions dégringolaient : entre autres aller seul au haut d'une montagne, la nuit, et tirer une fusée rouge à heure fixée. Le sous-off constatait ainsi que la peine infligée avait bien été exécutée.

La Corse se prêtait à merveille à cet entraînement à la guérilla. Elle ressemblait trait pour trait à la Kabylie. Le dernier mois fut consacré aux tirs instinctifs et aux embuscades. Des silhouettes en bois étaient disposées parmi les thuyas, et nous grillions des centaines de cartouches chaque jour, jusqu'à ce que notre pistolet mitrailleur fût un membre supplémentaire de notre corps.

L'entraînement aux embuscades s'intensifia : les tendre aux autres était un plaisir, mais tomber dedans n'avait rien d'agréable. Nous montions en camion et le véhicule filait sur les mauvaises routes, freinant d'un seul coup; nous devions sauter et plonger dans les haies avec un délai chronométré.

Le coiffeur du bataillon

Les sauts en parachute, la nuit, devenaient monnaie courante, avec le *Dakota* et son vilain ventre peint en noir, pareil à un oiseau de mauvais augure. Nous étions bardés de paquetages qui nous étiraient les os à l'ouverture du parachute.

Douze mois passèrent ainsi.

Un matin des derniers jours d'avril, le sergent (un appelé) nous réunit dans la chambre, s'assit sur la table et nous annonça que nous allions partir pour la Grande Kabylie. Il connaissait la région pour y avoir mis les pieds l'année d'avant : ce n'était pas « de la tarte ». Il nous conseilla de régler discrètement nos affaires personnelles...

A notre départ en permission nous nous mîmes d'accord, le commando au complet, pour refaire surface avec trois jours de retard... Nous sommes alors tous passés par le coiffeur du bataillon. Chacun lui demanda une coupe de fantaisie et, au rapport, il y avait un moine, un Mohican, etc. Ce fut une belle crise de rire. Nous achetâmes des oreilles en caoutchouc, démesurées, ainsi que des nez à la Cyrano et partîmes dîner dans un petit restaurant de la ville. Il y avait des estivants, dont deux Anglaises très *lady like* qui nous dévisageaient, indignées, à travers la fenêtre.

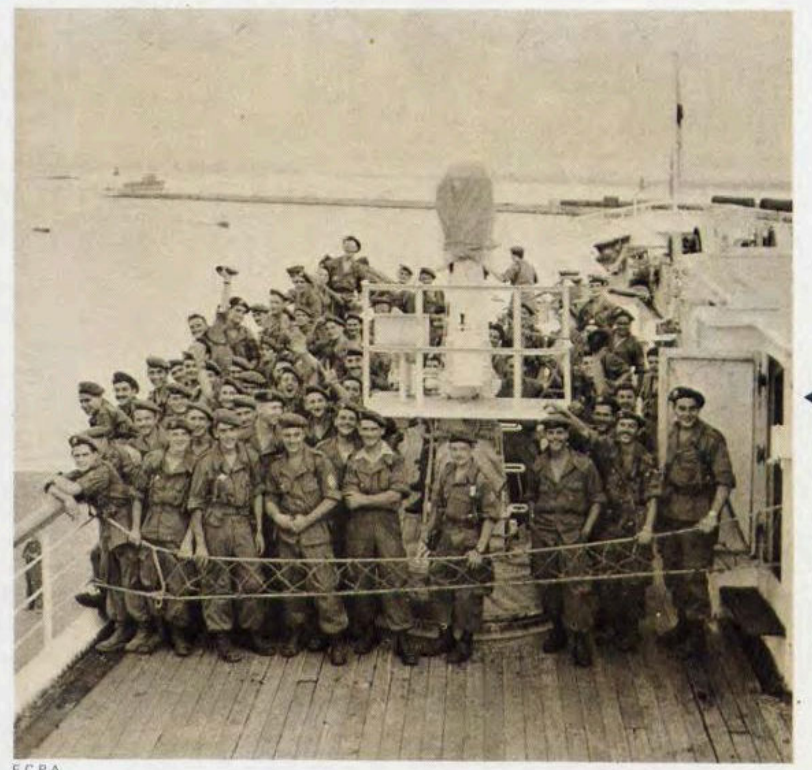
Bien éméchés, nous quittâmes les lieux, en payant tout de même l'addition, pour ravager la vieille ville de Corte, qui avait dû en voir bien d'autres!

Une énorme barrique fut poussée au haut d'une ruelle en pente. Elle dévala les gradins avec un fracas de chariot de western, rendant l'âme dans l'explosion de ses multiples côtes. A sa suite, certains déboulèrent la rampe dans une charrette lancée à toute allure, sans attelage, cela va de soi. Il n'y eut pas de blessés graves.

E.C.P.A.

◀ **La « quille » est venue. Le 11e bataillon de choc regagne la métropole. Les hommes ont crapahuté dans le djebel algérien pendant des mois. Ils se sont bien battus. Ils ont reçu la V.M. pour avoir abattu un *djoundi* mais ils ont eu aussi des copains blessés ou tués...**

***En haut :* le fort de Montlouis, haut lieu d'entraînement des troupes de choc. *Ci-contre :* paysage corse. La Corse avait été choisie pour y entraîner les commandos aux opérations de guérilla avant leur départ pour l'Algérie en raison de sa similitude avec la montagne kabyle.** ▶



E.C.P.A.

◀ **Ils ont connu l'angoisse des nuits de guet et la peur hideuse, gluante, qui envahit au moment du combat. Ils ont marché des heures durant sous le soleil implacable de l'été; ils ont marché des nuits entières à la recherche de l'ennemi. Aujourd'hui, ils rentrent chez eux.**

Y.-G. Bergès



◀ **« La quille viendra, les bleus resteront pour lécher les gamelles; la quille viendra, les bleus resteront pour lécher les bidons... », dit la chanson. Les bleus sont restés. A eux les longues courses dans le djebel sauvage et l'ascension des pitons.**



A. Perceval — E.C.P.A.

Le vieux pont, sur le Tavignano, était en réfection. Les hommes arrachèrent des tuyaux d'égout, pour les faire exploser en bas, sur les pierres du torrent. Les piquets avec leurs lanternes de signalisation furent emportés en guise de trophées. Ils devaient transformer notre chambrée en décor de bal champêtre.

Cette joyeuse démonstration précéda notre départ de Bastia, dont les habitants assistèrent à notre défilé comme ceux d'Aigues-Mortes firent leurs adieux aux croisés de Saint-Louis s'embarquant pour Tunis... Les femmes s'essuyaient les yeux. Sur le quai, un général, venu tout exprès de Marseille, nous fit un laïus, prêchant comme si nous devions sauver la France.

— Debout tout le monde! Allons! dépêchez-vous!

Il fait noir. Mêlé aux éclats de voix, on entend le ronronnement des camions venus nous chercher.

En trois minutes, les sticks sont embarqués; certains sont encore en tricot de corps, d'autres les chaussures à la main.

Le convoi fonce dans la nuit, éclairant la piste tortueuse; pas question de silence, seules les minutes comptent. On apprend en cours de route ce qui vient d'arriver : c'est le 6e commando qui a trinqué. Accrochage imprévu, et maintenant, il faut essayer de rattraper les fuyards avant qu'ils passent le Djurdjura.

Au haut d'un talweg

Les camions roulent maintenant lentement, en veilleuse, et chaque tournant semble hostile. Arrêt enfin, et tout de suite position de ratissage juste au pied des derniers pitons. Le commando se déploie et nous montons à travers les talwegs en pleine broussaille. Peu de lune mais une aube naissante qui donne aux crêtes des allures frileuses.

On grimpe, on grimpe : des rebelles, aucune trace. Au haut d'un talweg, il y a un chemin creux, avec des hommes du 6e commando en train de discuter. Le 5e stoppe sa progression : ils ont filé avant notre arrivée ou sont passés au travers des mailles. Nous restons là à attendre les ordres et j'écoute un élément du 6e raconter l'incident :

— Notre stick avait pour mission de patrouiller sur la piste menant au village d'Aït-el-Hadj; le sentier, comme vous pouvez le voir, est très encaissé. Eruiz, notre éclaireur de pointe, marche en tête et nous sommes très près du village. D'un seul coup, il tombe nez à nez avec un éclaireur F.L.N. suivi, lui aussi, de sa patrouille. Les deux hommes ont tiré en même temps; Eruiz rafale sans discontinuer et se cambre en arrière, touché ▶

toujours tapi, chacun retient son souffle

de plusieurs balles; son pistolet mitrailleur, dans sa main crispée, se vide sur nous, heureusement couchés au sol. En face, l'autre, blessé, a sauté dans le ravin, suivi de toute la bande; ils abandonnent leurs armes avant de fuir.

» Eruiz, étendu sur la rocaille du chemin, est disloqué par une rafale prise en diagonale; il perd son sang de ses artères rompues mais reste lucide. Les pansements d'urgence ne peuvent rien contre ce flot de vie qui s'échappe. Nous sommes tous auprès de lui, impuissants, pris d'un immense désarroi. Notre chef de patrouille, le prend à bras-le-corps et, escorté de quelques hommes, descend le djebel dans la nuit.

» Eruiz, doucement, répète : « Ne vous tracassez pas, les gars, c'est foutu. »

Dans le sentier, on trouva, parmi les armes abandonnées, une serviette avec un million de francs : impôts extorqués au village. La serviette, de main en main, parviendra à l'état-major avec 500 000 francs... Avec l'argent, des documents permettant d'identifier la bande. Leur chef : Ouamrane, bras droit de Krim Belkacem, grand manitou F.L.N. de la Kabylie.


E.C.P.A.

Pour eux, c'est fini. Sourire aux lèvres, le 11e « choc » s'en va. Bientôt, ce sera Marseille, terre promise...


Y.-G. Bergès

Pour d'autres, l'entraînement continue : longues marches avec musette et armement, exercice de tir.


Y.-G. Bergès

Autre phase de l'entraînement : le parcours du combattant. Et bientôt, ce sera le combat en Algérie...

Eruiz, enfant de l'Assistance publique, le meilleur de tous en gentillesse, en courage, n'est plus. Son commando tout entier est arrivé rapidement sur les lieux et a investi le village. Leur chef, ancien de Dien Bien Phu, un officier formidable, extirpa le premier suspect de son gourbi...

Ainsi se termina notre première sortie.

Au soir de cette journée, cinq d'entre nous reçurent l'ordre de tendre une embuscade...

Pareils à des tigres aux aguets

L'endroit choisi était à mi-chemin entre Taddert-Ouffelah et notre camp. L'équipement pour ce genre d'opération est des plus légers : béret noir enfoncé jusqu'aux oreilles, figure passée à la cendre, pantalon ficelé aux genoux pour éviter tout frottement, crosse métallique recouverte d'une chaussette, un chargeur sur l'arme, deux seulement dans les poches; théoriquement, une traçante toutes les cinq cartouches, mais, en fait, toutes le sont, l'effet étant plus saisissant à l'impact...

Nous patrouillons le long de la piste, trois pas de distance entre nous, et, rapidement, nous sommes en place. En contrebas, Taguemount-Oukerrouche ne dort que d'un œil. Comme chaque soir, des signaux lumineux en percent l'obscurité, les guetteurs rebelles faisant leur travail.

Chacun de nous cinq s'installe dans son fourré, éloigné d'une dizaine de mètres de son voisin. Nous ne devons rentrer que vers 3 heures et les minutes s'étirent péniblement. La terre transpire et la froide humidité envahit tout le corps, les treillis sont mouillés et je grelotte. Il ne faut ni tousser, ni renifler, ni bouger même un pied. Les crampes surviennent... C'est dur.

Deux heures passent sans que rien se présente. On en a tous marre et j'entends derrière moi une voix qui chuchote : « Si on rentrait doucement vers le camp? On restera tranquillement en dessous du piton jusqu'à 3 heures... » La phrase a vite fait le tour des hommes en embuscade et, dans un furtif piétinement de broussailles, nous rejoignons le sentier éclairé de lune. La piste semble déserte, toujours aussi angoissante avec ses énormes cactus, sinistres personnages de légende.

Doucement, nous rentrons vers le camp, rasant les haies. Bientôt, nous sommes au bout du champ, juste en contrebas des tentes; tout semble dormir et l'on devine les sentinelles écarquillant les yeux dans la nuit.

Un par un, nous enjambons une haie et chacun s'assoit comme il peut; la piste est à dix mètres de nous et, serrés les uns contre les autres pour ne pas avoir froid, nous discutons à voix basse, attendant tranquillement...

L'un de nous, qui se trouve près de la piste, lève brusquement la main nous faisant signe de nous aplatir. Dans ce cas-là on comprend vite et, l'œil entre deux touffes d'herbe, nous assistons à la progression d'une patrouille rebelle : une quinzaine d'hommes à dix pas de nous passent un par un, courbés, pareils à des tigres aux aguets. Ils dégagent une odeur rance, fétide, faite de vieux bouc et de crasse suintante (plus tard, on arrivera souvent à déceler la présence des fellouzes rien qu'à cette odeur, jusqu'à vingt mètres de distance).

Toujours tapi, chacun retient son souffle. La lune donne à l'ennemi un aspect plus féroce encore. Aucun de nous ne bouge ni ne bronche. Enfin, les voilà disparus au tournant de la piste... H

Jacques BUISSON

FOLKLORE ET O.A.S.

Ch. Courrière/Paris-Match

De Gaulle, du 28 juin au 2 juillet, visite les régions de l'Est. Jamais le chef de l'État, au cours de ses voyages, n'a connu pareil enthousiasme. A propos de l'Algérie, il ne dit rien de précis et à Nancy se contente d'affirmer : « Les négociations vont reprendre. » En Algérie, le moral des Européens est au plus bas et le général de Gaulle est plus que jamais l'homme à abattre. Le sol et les murs se couvrent d'inscriptions vengeresses.



J. Garofalo/Paris-Match

« CETTE fois, on est fichus. C'est la valise ou le cercueil. » Au printemps de 1961, le moral des Français d'Algérie est au plus bas. Le putsch était leur dernier espoir de faire échec à la politique d'abandon dont le processus s'est accéléré avec l'ouverture des négociations d'Evian. Le « directoire des généraux » a duré quatre jours. La répression qui a suivi a « épuré » les cadres de l'armée, dispersé les dirigeants des mouvements nationalistes. Matés, jugulés, soumis à d'incessants contrôles, privés des journaux « Algérie française », les Européens sont seuls face à un horizon des plus sombres.

Ils savent qu'ils ne peuvent plus désormais compter sur l'armée dont la fidélité au régime a fait échouer le putsch, à l'exception du 1er R.E.P., des 14e et 18e R.C.P., dissous depuis, et encore moins sur le soutien de la métropole. A l'évidence, et comme l'ont montré les résultats du référendum sur l'organisation des pouvoirs spéciaux, le pays suit le chef de l'Etat. Son unique souci est que le général de Gaulle liquide au plus vite le pro-

"le Monocle" signe son premier tract

blème algérien en discutant avec le F.L.N. Tant pis pour les pieds-noirs, ces colonialistes qui jouent aux fascistes pour préserver leurs privilèges et leur richesse volée aux musulmans.

Un sigle de trois lettres « O.A.S. » va peu à peu regonfler les Européens à bloc avant de les entraîner plus tard dans la plus désespérée des résistances. Leur cœur battra au rythme des explosions des charges de plastic, des casserolades, puis des rafales de mitraillettes. Au lendemain du putsch, alors que Challe est à la Santé, Jouhaud, Salan et Zeller « en cavale », un premier tract a sonné le réveil :

Nous venons d'essuyer un échec, non par notre faute, mais par celle des chefs militaires qui n'ont pas su utiliser le potentiel que nous représentons. Cet échec ne peut pas être définitif. Nous retournons, certes, à la clandestinité mais notre action va se poursuivre contre la trahison de nos gouvernants et de leurs séides. Nous allons renforcer nos moyens et durcir le combat. Nous devons créer une psychose de peur chez tous les séides gaullistes d'Alger. Ceux-ci n'ont plus aucune pitié à attendre de nous. Là où nous pourrons les atteindre, nous le ferons impitoyablement.



Photo Max Teboul



Fontana-Thomasset

◀ Voiture piégée. Attentats et incidents sanglants se succèdent. Le bilan de l'action terroriste, tant F.L.N. qu'O.A.S., s'alourdit chaque jour. Des deux côtés, on cherche à mobiliser les esprits. « La négociation n'est pas la paix, vigilance jusqu'au bout », proclame le F.L.N., cependant que l'O.A.S. invite les « patriotes d'Algérie » à la résistance à de Gaulle.

Ce tract était signé « Le Monocle ». Sous ce surnom que Paul Meurisse empruntera plus tard pour le cinéma, se cache un industriel installé en Algérie depuis 1940, André Canal. Cet activiste qui fera beaucoup parler de lui dans l'O.A.S.-Métro n'a pas pardonné à Challe et à Zeller d'avoir systématiquement écarté les civils de leur putsch. Dès le début, pourtant, les groupes armés de l'O.A.S. s'étaient manifestés. Un peu trop même, au goût des militaires insurgés. Ils s'étaient installés à l'hôtel de ville. Leur premier soin avait été de libérer leurs amis parmi lesquels le docteur Jean-Claude Pérez, qui jouera un rôle de premier plan. Ils avaient dévalisé le magasin d'armes du commissariat central et opéré des arrestations de gaullistes. Contre l'avis de Salan et de Godard, Challe les avait mis au pas et finalement écartés de son opération.

C'est le 1er mars que les Algérois avaient eu sous les yeux l'acte de naissance officiel de l'O.A.S. Tiré à des milliers d'exemplaires, le tract suivant avait été glissé dans les boîtes aux lettres :

L'UNION SACRÉE EST FAITE. LE FRONT DE LA RÉSISTANCE EST UNI.

Français de toute origine,

La dernière heure de la France en Algérie est la dernière heure de la France dans le monde, la dernière heure de l'Occident.

Aujourd'hui, tout est près d'être perdu ou sauvé. Tout dépend de nos volontés. Tout dépend de l'armée nationale. Nous savons que l'ultime combat approche. Nous savons que ce combat, pour être victorieux, exige l'unité la plus totale, la discipline la plus absolue.

Aussi, tous les mouvements nationaux clandestins et leurs organisations de résistance ont décidé de joindre leurs forces et leurs efforts dans un seul mouvement de combat : l'Organisation armée secrète, O.A.S.

Algériens de toute origine,

En luttant pour l'Algérie française, vous luttez pour votre vie et votre honneur, pour l'avenir de vos enfants, vous participerez ainsi au grand mouvement de rénovation nationale.

Dans cette lutte, vous suivrez désormais et exclusivement les mots d'ordre de l'O.A.S.

Soyez certains que nous nous dresserons tous, les armes à la main, contre l'abandon

L'inquiétude est vive chez les Européens depuis ▶ l'échec du putsch. Beaucoup ont mis leurs derniers espoirs dans l'O.A.S. Dans les cafés, les rumeurs les plus folles exaltent le courage de ses hommes et annoncent une bataille sans merci.

◄ Image d'une Algérie moribonde : au mariage de la fille de l'administrateur de M'Sila, les notables musulmans sont venus apporter leurs vœux de bonheur aux jeunes époux. Ainsi, malgré les attentats, la vie continue. Pour quelque temps encore...

de l'Algérie et que la victoire est assurée si nous savons la mériter.

Dans le calme et la confiance,
Tous debout, tous prêts, tous unis !
Vive la France !
L'ORGANISATION ARMÉE SECRÈTE

La population, elle, en est encore au stade d'un certain folklore. Alger et Oran, les deux grandes villes européennes, sont de cœur avec les hommes qui luttent dans l'ombre mais leur participation se limite à de bruyantes démonstrations de fidélité à l'Algérie française. C'est ainsi qu'à Alger, en particulier, les habitants ont pris l'habitude de taper tous les soirs les trois brèves et les deux longues sur des casseroles ou d'autres instruments de cuisine. A la vue des « rouges », les gendarmes mobiles, qui patrouillent, c'est un insupportable tintamarre qui se déchaîne depuis les balcons des immeubles. La douceur des soirées printanières favorise ces concerts de musique concrète. Les seuls à ne pas les apprécier sont, bien sûr, les gendarmes ou les militaires du contingent, car le bruit des casseroles est généralement précédé d'une pluie d'injures et de projectiles divers.

« Tuez tous les traîtres »

Le 3 mai, un nouveau tract de l'O.A.S. a annoncé le début des hostilités :

Une grande armée de maquis s'organise. La provocation du régime a neutralisé certains chefs félons. Les purs restent avec nous et poursuivent le combat. Ecoutez-nous et tout peut être sauvé. Ne rendez pas vos armes. Regroupez-vous en petites sections. Descendez ceux qui veulent vous arrêter. Incendiez les palaces de l'administration, tuez tous les traîtres, petits et grands. Sabotez la presse et brûlez ses dépôts. N'écoutez plus la radio qui ment et intoxique.

Conditionnée par les tracts, par les explosions de plastic qui se multiplient — dix-neuf le 19 mai, à la veille de l'ouverture des négociations d'Evian —, la population européenne a repris espoir aussi rapidement qu'elle avait basculé dans le désespoir le plus profond après l'échec du putsch. Chaque explosion est saluée par un concert de casseroles. Bab-el-Oued ne dort pratiquement plus. Mais cette joie est un peu l'alcool qui fait oublier tout le reste, c'est-à-dire l'angoisse de l'avenir.

Affiches, tracts, graffiti entretiennent le moral des Européens et constituent un défi permanent et insolent aux forces de l'ordre. Avec ses 26 000 hommes, le préfet Jannin ne peut porter que des coups mineurs aux commandos de l'O.A.S. qui bénéficient dans la population française des mêmes complicités, du même soutien que les réseaux du F.L.N. au sein de la masse musulmane de la Casbah et de Belcourt.

Des deux côtés de la barricade, les méthodes sont identiques. L'O.A.S. a recours aux mêmes actions punitives, à la même justice expéditive que les gens du Front de libération nationale. Après l'assassinat du jeune avocat libéral Pierre Popie, le 1er juin, c'est le commissaire Gavoury — spécialiste de l'action anti-O.A.S. — qui est tué dans son studio du centre d'Alger. A côté des casserolades et des concerts de klaxons les commandos « Delta » de Degueldre et les commandos « Z » de Susini, qui se combattront plus tard, ignorent la pitié.

Ajoutées aux plastiquages de musulmans pro-F.L.N. et d'Européens qualifiés de gaullistes, ces actions violentes contribuent pour beaucoup à assurer l'emprise de l'O.A.S. sur la population. Au cours d'une réunion de l'état-major de l'organisation dans un appartement de Champ-de-Manœuvre, Godard, le cerveau qui a calqué l'organigramme de l'O.A.S. sur celui du F.L.N. pendant la « bataille d'Alger », a déclaré :

« L'important, maintenant, est d'unifier nos troupes et de préparer soigneusement la population. Elle a été secouée ►

Palmer/Vu



Ces héritiers des « bureaux arabes »

1844. En créant les « bureaux arabes », Bugeaud donne à l'Algérie son ossature administrative. En dépit de ses imperfections, le système aura le mérite d'inspirer l'institution des communes mixtes, la direction n'étant plus assurée par des officiers spécialisés, mais par des responsables civils, les administrateurs.

Recrutés à l'issue d'un concours d'une haute tenue, les administrateurs de commune mixte forment un corps de 350 fonctionnaires venus d'horizons divers et dans lequel le métropolitain a rejoint le Français d'Algérie et le musulman. Ils prendront plus tard l'appellation d'administrateurs des services civils.

La commune mixte, composée de centres de colonisation et des petites collectivités rurales que sont les douars, forme un ensemble administratif et technique.

Ses services groupent autour de l'administrateur principal, un ou deux adjoints, un secrétaire, un khodja *(interprète), un architecte ou agent voyer. Une équipe de « cavaliers » avec leur brigadier, vestige du goum, complète cet ensemble.*

Chaque douar est placé sous la houlette d'un caïd, qui est le « feudataire » de l'administrateur.

Le rôle de l'administrateur, chef d'une commune mixte, est considérable. Il dirige la population, maintient l'ordre, perçoit les impôts, fait tracer les routes, construit les écoles, veille au progrès économique et contrôle tous les services.

Une telle activité ne peut se concevoir sur le seul plan administratif. Plus qu'ailleurs, le contact humain est recherché.

Dans les douars reculés, où l'autochtone ne côtoie pas d'Européen et végète sous la férule du caïd, la visite de « Sid el-Hakem » est à la fois un événement et un motif de réjouissance.

Il règle les chikaïas, *parcourt les marchés et contrôle l'activité des responsables locaux; cela d'autant mieux s'il se passe d'interprète. Cette particularité est d'ailleurs sanctionnée par un examen postérieur au concours : la fameuse « note 2 ».*

L'esprit de promotion des communes mixtes s'exerce dans les domaines les plus divers.

C'est ainsi qu'en 1946, l'administrateur Durney, chef de la commune mixte de M'Sila, soucieux de valoriser la région déshéritée du Hodna, crée une plantation d'oliviers inspirée de la magnifique olivaie de Sfax.

Cette œuvre, comme tant d'autres, illustre bien la pensée de Jonnart, dont les administrateurs s'étaient fait une règle : « Il faut que les indigènes voient en nous autre chose que des gendarmes ou des marchands. »

Le rayonnement des administrateurs pourra se mesurer lors de la suppression des communes mixtes.

En effet, dans le cadre de la loi du 20 septembre 1947, portant statut organique de l'Algérie, plusieurs projets seront successivement élaborés, visant à la suppression effective des communes mixtes.

Les difficultés rencontrées sur le plan pratique feront longtemps différer cette mesure et il faudra attendre 1956 pour que la question soit reprise.

Malgré une brillante carrière consacrée au service de la France, les administrateurs des services civils verront leur image se ternir au fil des événements.

Ne les a-t-on pas surnommés les « barons d'Empire » ! Il serait plus juste de dire qu'ils ont été des bâtisseurs d'empire !

Certes, on a pu dire de certains, non sans quelque injustice, qu'ils ignoraient les limites de leur circonscription. Cette boutade ne doit pas faire oublier les réalisations. Héritier des bureaux arabes, l'administrateur a su évoluer et adapter aux circonstances les problèmes de son temps.

En réalité, représentant d'un passé révolu, il est la cible favorite des nationalistes et d'une certaine presse.

A travers sa personne, c'est le thème de l'Algérie sous-administrée qui se développe de la façon la plus injuste.

En effet, pareille responsabilité ne saurait incomber à des hommes qui gèrent avec compétence des communes de la dimension, parfois, d'un département métropolitain.

Sur ce sujet, une contradiction flagrante doit être livrée à la réflexion.

Alors que le décret de 1956 permettait, par le jeu de la décentralisation, une meilleure administration du pays au niveau des petites collectivités, en transformant les douars en communes, le gouvernement algérien, par un décret du 16 mai 1963, a procédé à une réduction importante du nombre des communes, qui passent de 1 624 à... 669 !

1962. Le retour en métropole. Comme leurs protégés, les administrateurs s'intègrent à la vie du pays. Pour cette phalange de fonctionnaires d'élite, c'est l'heure du « recyclage ». Nombre d'entre eux sont affectés auprès d'un préfet et chargés des questions de rapatriés. Les musulmans iront à leur bureau comme ils allaient au bordj : « El-Hakem » les comprend si bien !

Dans le même temps, la position de congé spécial leur est offerte, avec la retraite en toile de fond.

1965. Aux termes d'un décret du 17 février, « le corps des administrateurs des services civils constitue un corps d'extinction ».

Un à un, les administrateurs quittent la scène; discrètement; certains sans être distingués dans la Légion d'honneur.

A défaut de retenir leur histoire, la nation, dont ils ont forgé le prestige, doit honorer le souvenir de ceux qui sont tombés, sans armes, au champ d'honneur, parce qu'ils symbolisaient la France.

l'emprise de l'O.A.S. s'étend et ses consignes comme ses mots d'ord







J.-P. Lavalette

Dégustation des brochettes traditionnelles : comme un goût d'amertume...

Au marché Clauzel, à Alger, musulmans et Européens. Côte à côte ou face à face ?

et déçue par l'échec du putsch. Il faut donc la remettre en condition, la structurer, l'organiser. Tout cela demande un certain délai. Mais les différentes actions menées jusqu'ici prouvent qu'elle est réceptive. Unissons nos efforts, nous gagnerons du temps. »

Lorsque l'été de 1961 s'achève, cet objectif a été atteint. La ville a été quadrillée en quartiers et en îlots sur le modèle de l'ancien dispositif de protection urbaine du colonel Trinquier. L'O.A.S. tient la population en main. Ses mots d'ordre, ses consignes, sont respectés à la lettre car on sait qu'elle est sans faiblesse pour les défaillances. Cette année-là, rares seront les pieds-noirs qui auront pu prendre leurs vacances en métropole. L'O.A.S. a interdit les départs.

Emissions pirates

Son emprise s'étend dans toutes les couches sociales. L'adhésion est générale, du simple employé de la Régie des transports au chef d'entreprise en passant par le commerçant et le médecin. Désormais, on est O.A.S. de cœur comme on est plombier ou mécanicien. Chaque Français d'Algérie est convaincu que son salut, ses chances de rester dans ce pays passent nécessairement par elle. Le prestige dont jouit l'armée secrète tient également à quelques succès psychologiques sans précédent.

Non contente de « frapper où elle veut, quand elle veut, qui elle veut », l'O.A.S., par exemple, réussit à s'adresser aux Européens par le canal de la télévision, inaugurant les premières émissions pirates. Tout a commencé le 5 août. Ce jour-là, au plus fort de l'été algérois, Louis Joxe était à Alger pour faire le point de la situation avec Jean Morin et les principaux responsables de l'ordre. A 13 heures, à l'heure du bulletin d'informations télévisé, alors qu'ils déjeunaient à l'ombre des volets ou des stores, les pieds-noirs ont vu leur petit écran se brouiller. Après quelques secondes de « friture », l'image n'est pas revenue. A sa place, une voix inconnue a lancé d'un ton solennel :

« Délégué par le général Salan, le général Gardy, inspecteur général de la légion étrangère, vous parle :

» Au lieu de la voix dérisoire et mensongère des valets du régime, a commencé l'ancien « patron » des « képis blancs », vous entendez la voix de la vérité, la parole française de ceux qui luttent pour maintenir la communauté nationale sur les deux rives de la Méditerranée et pour reconstruire la France sur les ruines accumulées par la dictature gaulliste... »

Et le général Gardy terminait par cet appel :

« Union, discipline, révolution ! Français européens et musulmans qui voulez vivre et mourir Français sur cette terre française, debout ! Ni valise ni cercueil, la patrie est un fusil ! »

A la surprise avait succédé très vite une explosion de joie. « Si l'O.A.S. tient la radio, c'est qu'elle a pris le pouvoir », s'étaient dit les Algérois. Persuadés que Salan avait refait un putsch, ils s'étaient précipités dans la rue. Dans les milieux officiels, il y avait eu des moments pénibles. Immédiatement alertées, les forces de l'ordre avaient investi les studios de la télévision du boulevard Bru et de la radio, rue Hoche, tandis que des chars prenaient position autour des bâtiments. Evidemment, Gardy n'était pas là. Enregistrée sur un magnétophone,

A.-C. Grécourt



sont respectés à la lettre



A Biskra, évacuation du marché après un attentat.



Bequaert

« L'O.A.S. voit tout. » Elle a prouvé aussi qu'elle frappait où elle voulait et quand elle voulait, impitoyablement.

sa déclaration avait été diffusée sur le canal son de la télévision par un tour de passe-passe des techniciens de l'O.A.S. Auparavant, les commandos « Delta » de Degueldre avaient fait sauter les câbles d'alimentation de l'émetteur d'Ouled-Fayet.

Le 21 septembre, une nouvelle émission pirate va inviter les Algérois à participer massivement à trois journées qui doivent prouver « l'unité de pensée et d'action » de la population derrière le fanion noir de l'O.A.S. C'est Raoul Salan qui en est l'instigateur. Le « Mandarin » a quitté ses repaires de la Mitidja pour prendre le commandement en chef de l'armée secrète. En organisant des manifestations destinées à prouver la force de l'O.A.S., il veut également se livrer à une sorte de répétition avant le « grand jour ».

Le 23 septembre, c'est l'opération « casseroles ». Durant cinq heures, la ville n'est plus qu'un vacarme insupportable. Massés sur leurs balcons, accoudés à leurs fenêtres, des milliers d'Algérois scandent « Algérie française » sur les instruments de cuisine les plus divers. Le bruit est littéralement assourdissant. Ce nouveau concert n'a rien de commun avec les petites et sporadiques « casserolades » qui saluent chaque soir les « strongas » des commandos de l'O.A.S. L'étranger qui débarquerait à ce moment-là se demanderait s'il n'a pas débarqué dans un autre monde. Les Européens mettent d'autant plus de vigueur à frapper sur leurs casseroles qu'ils se rendent bien compte qu'ils libèrent en même temps leurs nerfs soumis depuis sept ans à toutes sortes d'épreuves physiques et morales. On se défoule en criant, en tapant sur de la tôle. C'est un spectacle à la fois insolite et pitoyable.

Deux jours après, le 25 septembre, seconde des trois manifestations. Cette fois il s'agit de pavoiser la ville aux couleurs de l'O.A.S. : le noir et le blanc. Le noir pour le drapeau, le blanc pour le sigle et la croix celtique. Le succès est moins évident que pour les casserolades. D'abord parce que beaucoup d'Algérois n'ont pas un fanion O.A.S. sous la main. Ensuite, parce que c'est plus compromettant que de faire du bruit. Pour ne mécontenter personne, les prudents décorent leur balcon ou leur façade d'un drapeau tricolore. Le drapeau de l'O.A.S. flotte surtout sur les édifices publics et au haut des grues du port d'Alger.

Le 28 septembre, ce programme se termine par un embouteillage monstre qui paralyse Alger en plein midi. Pendant une heure, volontairement bloqués, les automobilistes klaxonnent « Algérie française » à en épuiser leurs batteries. Résignés et souriants, les agents de police ont abandonné leurs « fromages », accroché leur bâton blanc au ceinturon et regardent les Algérois frapper sur leurs portières du plat de la main.

Alger est devenu la capitale du bruit. Simple intermède dans l'escalade de la violence, de la fureur, du désespoir le plus aveugle. Les plus lucides réalisent bien que c'est le commencement de la fin. Pour les irréductibles de l'O.A.S., ce n'est au contraire qu'un début sur la route qui conduit à la folie meurtrière de la politique de la terre brûlée. H

Francis ATTARD

◄ Barrage routier et contrôle à Maison-Blanche. Les autorités doivent maintenant faire face à un double danger : les Européens et l'O.A.S., et les musulmans et le F.L.N. Pour lutter contre l'O.A.S., soutenue par la population, Morin se sent impuissant.

CES "TOUBIBAS" VENUES D'AILLEURS

Femme « bleue ». ▶ Plus on avance vers le sud, moins on rencontre de femmes voilées, à l'exception du Mzab, région austère où les coutumes restent très strictes.

4 MILLIONS de femmes musulmanes qui, elles aussi, avaient leur mot à dire ! Cela semble simple à écrire lorsqu'on cherche — aujourd'hui — des mots : fraterniser avec les femmes musulmanes pour les aider à sortir de leur pauvre vie. Tel était bien le « programme », mais pourquoi ? Et, surtout, comment ?

Pourquoi ? Si les hommes retrouvaient confiance grâce à la présence de l'armée jusque dans les douars les plus éloignés et s'organisaient en autodéfense, les portes des maisons ne s'ouvraient *jamais* devant nos soldats et tout contact avec les femmes demeurait *impossible*.

Comment ? Nécessité de créer des équipes féminines qui entreraient sous les *raïmas* (1) ou dans les mechtas, avec, pour toutes armes, leur sourire, leur amour et leur foi.

Tâtonnements et déceptions guidèrent leurs premiers pas.

Déceptions : souvent reçues, une première fois, à coups de pierres.

Tâtonnements : revenir et tenter de faire prendre conscience d'elles-mêmes à des femmes qui jusqu'alors étaient reléguées à une place secondaire (la femme s'achetait parfois comme un animal), et auxquelles l'homme ne demandait que discrétion et fécondité, toute vie publique leur étant interdite.

« Opération pilote »

Bouleverser profondément la cellule fondamentale, c'eût été diminuer l'autorité du chef de famille et par là même poser de nouveaux problèmes à nos « frères d'armes », je veux dire : l'armée travaillant au contact des hommes.

S'attaquer aux coutumes de l'islam, par nous jugées rétrogrades, c'eût été placer notre tâche sur un plan religieux.

Bien plus simple, bien plus vraie, était notre mission, véritable travail de « pionniers » : chercher le chemin du cœur et soulever le voile de la féminité. Allait-on parler chiffons, allait-on parler cuisine, allait-on parler mode à ces femmes faites pour l'amour ?

Une « opération pilote » menée au cours de l'été de 1957 dans le secteur d'Orléansville permit le contact avec des centaines de femmes descendues des montagnes pour fuir les menaces de mort des fellaghas ; elles n'avaient pour toute nourriture à donner à leurs enfants et pour survivre elles-mêmes que de la farine et des glands ! En présence des deux jeunes femmes, Jacqueline et Yvette, ne parlant pas la même langue et semblant venir d'un autre monde, ces pauvresses tombèrent à genoux leur baisant les pieds et demandèrent, non pas du lait, mais des chaussures à talon !...

Est-ce que la promotion de la femme musulmane (celle des djebels) passerait par le pied ? Pourquoi pas ?

Sur tous les chemins de l'Algérie française, les équipes médico-sociales itinérantes (E.M.S.I.) ont utilisé tous les

◀ Sortir sans voile est pour la femme algérienne le premier pas vers l'émancipation. La grande majorité des musulmanes porte le voile depuis la puberté jusqu'à la mort. Mais il y a plusieurs façons...

... de se voiler et chaque région a sa manière propre. L'origine de cette tradition islamique se trouve dans un *hadith* du Prophète. Cette exigence religieuse se limitait alors aux heures du culte. ▼

Maugé



Maugé

(1) Tentes d'habitation montées très au ras du sol, toutes groupées, formant village. Surtout employées par les nomades et semi-nomades.

Manaut-Esquieule



Marguerite Sy

◀ La femme kabyle, comme la Chaouïa, circule le visage découvert et est plus libre que les autres musulmanes. En même temps, elle est épouse unique, la polygamie étant exceptionnelle en Kabylie. Mais la répudiation y est fréquente...

moyens de contact qui se présentaient à elles. En effet, pas de livres d'études, pas d'éducateurs. Leurs tâches, elles les ont définies seules.

L'opération pilote ayant réussi, le commandement décida l'implantation des E.M.S.I. sur tout le territoire de l'Algérie. Sorties du néant, elles furent bientôt 350 installées dans chaque secteur; ayant un statut civil, elles furent directement employées par l'armée, leur action auprès des femmes musulmanes devant être parallèle et complémentaire de l'action de l'armée auprès des hommes.

Elles trouvèrent une place de choix dans l'œuvre d'ensemble menée par le commandement dans chacun des trois corps d'armée, par zones et par secteurs. Si elles reçurent une mission territoriale bien définie, accompagnant le médecin militaire du secteur chargé de l'assistance médicale gratuite, elles « bricolèrent » de toutes pièces les amitiés naissantes.

Ici, pas d' « émancipation de la femme musulmane » telle que la conçoivent les féministes ou les sociologues. Mais des gestes de chaque jour : une maille à l'envers, une maille à l'endroit, assises à même la terre ou sur des coussins soyeux devant un café au poivre, un coup de balai au gourbi, un coup de savon par-ci, un coup de biberon par-là.

C'était une joie chaque fois renouvelée que cette visite du toubib avec son ambulance car non seulement il savait supprimer la douleur, mais il amenait aussi dans son sillage les filles aux blouses blanches venues d'ailleurs que, partout, du Constantinois au Sud oranais, les femmes ont appelées *toubibas*. ▶

au menu : marguerites, œillets et asparagus

C'est seulement dans la mesure où elle se sentait protégée efficacement que la population fidèle à la France participait à l'action de notre armée. La place des femmes dans cette action n'a pas été négligeable.

Je ne rappellerai que « pour mémoire » le vibrant enthousiasme avec lequel, sur tout le territoire — comme les hommes —, les femmes exprimèrent leur désir de rester avec la France lors du premier référendum, bravant parfois tous les dangers et parfaitement conscientes de leur avenir. Pour nous prouver sa sincérité, notre vieille bonne Zohra veillant sur la maison des E.M.S.I. à Alger, boulevard Victor-Hugo, nous rapporta le bulletin violet exprimant le *non* qu'elle extirpa de son soutien-gorge avec une joie qui nous tira des larmes. Elle avait, ce matin-là, dépensé l'argent du marché non pas en victuailles, mais en fleurs garnissant chaque pièce de la maison. Jacqueline, Yvette et moi avions, au menu : roses, œillets, marguerites et asparagus!

Un vrai « menu » de victoire !

Onze nourrissons

Exposer le « problème femmes » en Algérie c'est surtout parler des équipes féminines créées pour cette action toute particulière en milieu musulman, beaucoup plus que des conditions de vie des femmes musulmanes. Mais ce que nous voulons faire ressortir ici, ce sont les spectaculaires résultats tant en milieu masculin qu'en milieu féminin, des actions menées par l'armée, trop peu connus, hélas ! du public, pour ne pas dire totalement ignorés.

Le travail en milieu féminin, parti des tâtonnements des volontaires de 1957, fut également l'œuvre :

a) des attachées de S.A.S. des affaires algériennes aidant l'officier S.A.S. dans ses contacts avec la population féminine, menant surtout une action sociale et médicale ;

b) des monitrices du service de formation des jeunes, donnant aux jeunes filles une éducation sportive, civique et ménagère ;

c) du Mouvement de solidarité féminine, composé de personnes bénévoles dont le seul but était le rapprochement des communautés par une éducation appropriée dans des cercles féminins.

Ce « rapprochement » se concrétisa bien vite au sein même des équipes ; les jeunes musulmanes s'engagèrent, elles aussi, selon leur choix, dans l'un ou l'autre de ces services et il fut aisé, en ce qui concerne les E.M.S.I., de former des équipes mixtes : deux chrétiennes, une musulmane, souvent même deux musulmanes.

Et c'est ainsi que, jour après jour, sur l'immense chantier humain s'étendant de la frontière tunisienne à la frontière marocaine et jusqu'à l'infini des déserts du Sud, toute une jeunesse aux têtes blondes ou brunes, Monique ou Aïcha, Jeannette ou Aziza, Malika ou Jacqueline, mêlèrent leur foi et leur courage pour faire sortir de leur torpeur des femmes endormies depuis des siècles, simplement en faisant naître la confiance autour d'elles.

Elles ont transfiguré les mechtas, elles ont été les commandos du cœur, et c'est, pour moi, rendre hommage à toutes que d'en citer quelques-unes :

Thérèse (Oranie), sous la guitoune à 1 000 mètres d'altitude : « Je pense que bientôt je trouverai une aide parmi la population. Les habitants sont très pauvres et affamés. Depuis le départ des rebelles, ils peuvent circuler. Les femmes sont très peureuses ainsi que les enfants, que j'ai peine à approcher. Mais il faut aller doucement et je suis certaine que lors-



Coll. Maugé

◀ Dans un village, visite du médecin, qui amène avec lui les « toubibas », ces filles en blouse blanche venues d'ailleurs. « Sorties du néant », les E.M.S.I. sont rapidement 350. Elles se dévouent sans compter pour venir en aide aux femmes musulmanes.

Leçon de puériculture. ▶ Toutes les fillettes du village se sont groupées autour de notre E.M.S.I. pour admirer le bébé tout propre qu'elle leur montre en exemple. Apprendre l'hygiène aux femmes est une des tâches les plus importantes qui incombent aux E.M.S.I.



Coll. Maugé

◀ La leçon de cuisine, ou comment casser des œufs. Professeur et élèves ont le sourire. C'est ainsi, avec les gestes de chaque jour, que les E.M.S.I. réussiront à gagner la confiance des musulmanes. Mais que de déceptions, que de tâtonnements ont marqué leurs premiers pas !

Coll. Maugé



A gauche : la leçon de tricot. Ici, c'est le coin des élèves appliquées. Les unes cousent, les autres tricotent. On en est encore au point de jersey. La « côte anglaise » et la « torsade » seront pour plus tard. *A droite :* une E.M.S.I. habille d'une charmante robe une petite fille sous les yeux émerveillés de sa mère. De jour en jour la confiance chassait l'angoisse...

Coll. Maugé

qu'ils auront compris pourquoi je vais les voir, j'aurai gagné leur confiance. Le moral est bon. »

Ourida (Algérois) se plaît auprès de « ses femmes » et des jeunes mamans qui, « moins peureuses qu'aux premiers contacts, viennent à présent avec confiance ».

Coll. Maugé



Arlette et Louisa (Kabylie) : « Au bout de la piste poussiéreuse nous attendaient l'inconfort, le travail harassant ; mais toute fatigue fut oubliée lorsque le capitaine commandant le quartier nous dit : « Mesdemoiselles, il faut revenir » très vite, votre travail est plus efficace » que celui de trois compagnies, depuis » votre arrivée les femmes nous disent » bonjour en souriant. »

Jacqueline et Aljira (Sud constantinois) : « Vingt mois déjà que nous faisons partie de la grande famille E.M.S.I. Nous avons fait de notre mieux, mais peu de chose en regard de ce qui reste à faire. Il nous est arrivé de pleurer devant un échec et de désespérer, mais il nous suffisait de voir le regard confiant de nos femmes, qui nous considèrent comme des leurs, et bien vite nous oublions notre déception. »

Michèle (Sud algérois) : « A l'occasion du 11 novembre [1959], matérialisant leur rupture avec un passé séculaire, douze jeunes femmes musulmanes m'ont remis leur voile soigneusement plié... »

Blanche (frontière tunisienne) se sent toute perdue mais ne lâche pas, bien au contraire : « Je me suis débrouillée pour obtenir un métier à tisser pour mes femmes. »

Henriette (Petite Kabylie) : « D'abord les vieilles femmes sont venues et maintenant, sans faire de bruit, les jeunes. Pas de commodités pour le travail sur mon piton, mais je suis régulièrement onze nourrissons que les femmes m'amènent elles-mêmes. »

Rokia (Ouarsenis) : « J'espérais aller à Alger, mais je n'ai pas le temps. » ▶

▶ CES « TOUBIBAS »...

un stage de "survie heureuse" à Alger

Les E.M.S.I. à l'honneur. Les félicitations du colonel ▶ leur font oublier leur fatigue, leurs déceptions, leurs échecs. Comme dira l'une d'elles : « Un an d'expérience, c'est beaucoup et c'est peu à la fois. »



J. Tourte

Fatouma, à qui on demandait : « De quoi avez-vous peur ? » : « J'ai surtout peur des chiens dans les douars ! »

Parmi ces extraits du Bulletin de liaison des E.M.S.I., appelé lui aussi *Toubiba*, il est quelques avis exprimés par de jeunes musulmanes ex-rebelles qui avaient, soit rejoint les fellaghas volontairement, soit été « enrôlées » de force dans leurs rangs. Lorsqu'une opération militaire de pacification permettait à l'armée de récupérer ces jeunes filles, je partais les chercher là où elles se trouvaient, les ramenais à Alger, leur faisais suivre un stage de « survie heureuse » et c'est avec une joie sans égale qu'elles se joignaient à nous. Deux exemples :

Le scoubidou

Aziza (Sud oranais) — c'est le nom qu'elle avait choisi pour rester avec nous. Lorsque je la vis à Tiaret, elle vivait depuis deux ans dans les montagnes en véritable « combattant fellagha ».

« Acceptez-vous de venir avec moi à Alger ? Nous prendrons l'avion, vous viendrez dans notre maison et réapprendrez à vivre. » C'est à peu près ce que je lui dis. La réponse fusa : « A Alger ? Mais il n'y a plus de Français à Alger ! Ceux que je vois ici, tout comme vous, ce sont les derniers. Seuls les bateaux du Front (entendez F.L.N.) occupent les ports, les aérodromes sont au Front, les grands centres sont dirigés par le Front », etc.

« Acceptez-vous toutefois de faire le voyage ? Vos parents *(riches commerçants de Mascara)*, à qui nous avons téléphoné, ne veulent plus vous connaître. Alors ?

« Bon, dit Aziza, je pars avec vous. »

Tiaret-Saïda-Alger d'un coup d'aile. Ma voiture nous attendait à l'aéroport ; j'ai demandé au chauffeur de faire le tour de cette merveilleuse ville grouillante qu'était « Alger la Blanche », en passant par le port et tous ses bateaux. Puis la maison des E.M.S.I. Comme elle était de même taille que moi, il me fut aisé d'habiller Aziza pour aller aux grands magasins acheter tout ce qui est nécessaire à une femme. Puis dîner au restaurant et — pourquoi pas ? — cinéma... Enfin, bonne nuit dans une chambre fleurie.

Tout cela presque sans paroles. Ses yeux suffisaient à Aziza. Son intelligence fit le reste. Le petit déjeuner du lendemain fut pour elle le début d'une nouvelle vie qu'elle avait choisie parce qu'on ne nie pas l'évidence.

Zakia, à la personnalité attachante, dotée d'un optimiste communicatif, avait été — avant de rejoindre un grand chef rebelle, disparu depuis dans une embuscade — victime de la paperasserie de l'administration française : le poste d'institutrice libre dans son village lui avait été refusé au bénéfice de la femme d'un gendarme métropolitain !

Après un séjour et un stage semblables à ceux d'Aziza, Zakia la souriante accepta d'expliquer aux femmes groupées sous des *raïmas* dans le Constantinois SA vérité et la vérité.

Elle m'écrivit, pleine d'enthousiasme : « Envoyez-moi plein de fils à « scoubidou », mes femmes chantent Sacha Distel ; si le « scoubidou » a pénétré sous les *raïmas*, il n'y a aucune raison pour que je n'y pénètre pas moi-même ! »



Tanguy

▲ Dans un regroupement de l'Ouarsenis, un groupe de femmes et d'enfants revient de la visite médicale. A chaque tournée de la C.R., les musulmanes viennent plus nombreuses à la visite médicale. Et les enfants courent au-devant de l'ambulance...

Elle reçut par retour du courrier 2 500 francs de fils à scoubidou : bleus, blancs, rouges... évidemment.

C'est à Christiane Fournier que je demanderai la « conclusion » en citant un extrait de son livre *Les E.M.S.I. : des filles comme ça !* :

Maintenant, je vous ai vues. Je vous ai vues travailler, les pieds dans la poussière mais la tête dans le ciel... Vos noms chrétiens et musulmans que vous empruntez les unes aux autres et que vous échangez sont des feux croisés sur la route défrichée d'un avenir hier impénétrable. H

Alice MAUGÉ

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétaire de rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*
Services des Ventes : *Georges Darmon*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
T. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du nº 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Août 1961

FRANCE

1er : Conseil interministériel d'étude du IVe Plan.
2 : Conseil des ministres (problèmes des rapatriés).
5-7 : Conférence des ministres des Affaires étrangères occidentaux à Paris.
17 : communiqué du Quai d'Orsay sur Bizerte.
21-22 : treize attentats au plastic commis à Paris.
23 : examen des affaires de Bizerte et de Berlin en Conseil des ministres.
31 : déclaration française concernant la reprise des essais nucléaires en U.R.S.S.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

3 : le Pakistan reconnaît le G.P.R.A.
15 : création du gouvernement central de la R.A.U.
17 : communiqué tunisien sur l'affaire de Bizerte.
19-20 : manifestations à Bizerte et à Tunis.
27 : important remaniement au sein du G.P.R.A. : Ben Khedda remplace Ferhat Abbas.
28-30 : sanglantes échauffourées à Oran.
30 : réunion au Caire des pays membres du pacte de Casablanca.

AFRIQUE

5-7 : conférence tripartite de Yaoundé.
5 : incidents de frontière entre le Congo et l'Angola.
28 : les troupes de l'O.N.U. contrôlent Elisabethville.

AMÉRIQUE

8 : Cuba dépose devant l'Assemblée générale de l'O.N.U. une plainte contre les États-Unis.
11 : le groupe afro-asiatique à l'O.N.U. réclame un débat sur l'Algérie.
23 : note américaine sur l'arrêt des expériences nucléaires.
26 : vote de la résolution afro-asiatique sur Bizerte à l'O.N.U.

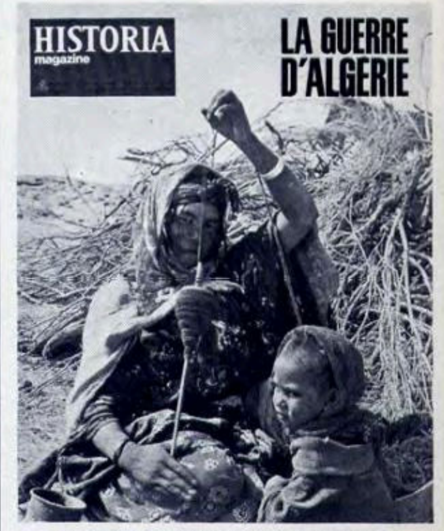
ASIE

26 : la Birmanie devient la première république bouddhiste.
28 : déclaration de Nehru sur Berlin.
31 : la Chine populaire approuve la reprise des essais nucléaires par l'U.R.S.S.

EUROPE

3 : l'U.R.S.S. répond aux notes de l'Ouest sur Berlin.
6 : nouveau vol cosmique soviétique.
12 : la R.D.A. décide de séparer les deux Berlin.
15 : inauguration de l'Exposition française à Moscou.
15 : protestation des commandants des secteurs occidentaux sur Berlin.
18 : l'U.R.S.S. rejette les protestations des trois puissances occidentales sur Berlin.
23 : mise en place d'unités alliées le long de la frontière berlinoise.
27 : communiqué du gouvernement britannique sur Berlin.
30 : communiqué italien sur Berlin.
30 : reprise des essais nucléaires en U.R.S.S.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



L'ACTION PSYCHOLOGIQUE DE L'ARMÉE

Sommaire

● Réconcilier les communautés
Dans les armées modernes existe désormais un 5e bureau : l'action psychologique. En Algérie, il se donne une mission : la conquête des cœurs. A la fin d'une longue guerre de six ans, un des responsables établit le bilan de ses succès, explique les raisons d'un échec.

● La brigade anti-O.A.S. passe à l'action
Petit, trapu, portant lunettes, le capitaine Grassien ne se laisse pas impressionner par les menaces de mort dont il est quotidiennement l'objet. Il échappe à plusieurs attentats avant de passer, avec ses dix hommes, à l'attaque de l'organisation...

● La guerre aux truands
Chaque jour, les « delta » font crépiter leurs armes automatiques, laissant sur le bord des trottoirs les cadavres, toujours plus nombreux, de gaullistes, de musulmans ou de libéraux. Trouver des fonds est plus difficile ; il faut s'attaquer aux banques. Mais le « milieu » ne suit pas...

● Pavillon noir sur Oran
Le général Jouhaud s'est replié sur Oran après l'échec du putsch. La ville, la plus européenne d'Afrique du Nord, vit désormais à l'heure de l'O.A.S. Seule, elle suit les ordres de mobilisation générale...

● Ben Khedda et Houari Boumediene
Les dirigeants du F.L.N. n'ont désormais aucun doute : l'indépendance n'est plus qu'une question de mois. Mais déjà la scission se prépare entre membres du G.P.R.A. et responsables de l'A.L.N.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 4e trim. 1973. – Nº d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris Nº 2083. – Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. – **Nº 345 - 8 octobre 1973.**



L'Écho d'Oran — FONDÉ EN 1844
LE PLUS FORT TIRAGE ET LA PLUS FORTE VENTE DE L'AFRIQUE DU NORD
DIRECTEUR GENERAL : Pierre LAFFONT

L'Écho d'Oran
ADOLPHE PERRIER (1844-1879)
PAUL PERRIER (1879-1937)
LUCIEN PERRIER (1937-1956)
PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION Raoul PERRIER
Dimanche 10 et lundi 11 SEPTEMBRE 1961
N° 35.200

LE COMMUNIQUÉ DE L'ÉLYSÉE

Samedi, en début d'après-midi, la Présidence de la République avait publié le communiqué suivant :

« Un mélange inflammable joint à une charge d'explosif avait été placé dans la nuit de vendredi, entre Nogent et Romilly, sur le parcours que devait emprunter le chef de l'État se rendant à Colombey-les-Deux-Églises.

« Ce mélange inflammable a pris feu sans provoquer d'explosion, vers 22 heures, au moment du passage des voitures présidentielles, dont la marche n'a pas été ralentie.

« Le Général de Gaulle est arrivé à Colombey-les-Deux-Églises à l'heure prévue ».

SUR LA ROUTE DE PARIS A COLOMBEY-LES-DEUX-ÉGLISES

DE GAULLE ÉCHAPPE A UN ATTENTAT

UNE FORTE CHARGE D'EXPLOSIF (10 kg) PLACÉE SUR LE COTÉ DROIT DE LA CHAUSSÉE FAIT LONG FEU AU PASSAGE DE LA VOITURE PRÉSIDENTIELLE

Seul le détonateur, télécommandé, explose incendiant un jerrycan rempli (croit-on) de napalm

L'auteur et un complice arrêtés

PARIS (A.C.P. et U.P.I.). — S'il s'avait pas plu dans l'après-midi de vendredi, entre Nogent et Romilly, la voiture du Général de Gaulle aurait été pulvérisée par une forte charge explosive. Le Chef de l'État doit, en effet, à cette circonstance exceptionnelle, d'être encore en vie.

Vendredi soir, il se rendait, comme chaque fin de semaine, à Colombey-les-Deux-Églises lorsque, soudain, près de Crancey, petite commune de l'Aube, les policiers assurant la sécurité du chef de l'État virent à 30 mètres d'eux la voiture du Général de Gaulle disparaître au milieu des flammes.

Une lueur intense illuminait la route prenant « sa source » près d'un tas de sable sur le bord de la route, tandis qu'un engin, caché sous ce tas de sable, fusait cependant qu'une grande flamme illuminait la route glissante.

« Une plaisanterie de mauvais goût »

La « DS » du Général roula quelques mètres encore et s'immobilisa, le Président de la République descendit de sa voiture, fit quelques pas sur la route et, s'approchant d'un jerrycan qui continuait à brûler sur le bas-côté de la route, haussa les épaules.

Puis, se tournant vers les membres de sa suite qui l'accompagnaient, se borna à faire cette brève déclaration :

« C'est une plaisanterie de mauvais goût. »

En fait de « plaisanterie », il s'agissait d'un attentat.

Les policiers chargés de la sécurité personnelle du chef de l'État dès qu'ils virent la lueur et après qu'ils se furent rendu compte que la voiture du chef de l'État continuait sa route, s'arrêtèrent quelques secondes sur les lieux mais n'aperçurent personne dans les environs. Entre temps le Général de Gaulle était remonté aussitôt dans sa « DS » et, suivi du cortège officiel avait repris la route en direction de Colombey-les-Deux-Églises.

Si la voiture du Chef de l'État n'a pas eu trop à souffrir de son passage au milieu des flammes — un phare détérioré, quelques éclaboussures de sable et de terre et des traces de noir de fumée — on considère dans les milieux spécia-

● SUITE PAGE 6 (DE GAULLE)

LA POLITIQUE D'UN HOMME

Paris, 10 septembre.

La tentative d'assassinat du Général de Gaulle et l'espèce de décrochage pratiqué depuis quelques semaines par les partis de gauche partent de la même idée de base : la politique algérienne de la France procède du seul chef de l'État et elle risque de mener à une sombre issue. Mais, tandis que les activistes pensent qu'il faut le stopper net, à l'autre bord on estime que le mieux est de laisser faire, à condition d'échapper soi-même aux vagues.

Par Maurice COMBAULT

Si l'on veut mettre un frein à la politique du Général de Gaulle — qu'il y ait derrière ou non un putsch en puissance — l'expérience d'avril dernier a démontré que cela supposait l'élimination physique du Président de la République.

Cela ne se répète pas seulement à la terrasse des cafés, mais a été écrit noir sur blanc dans plusieurs journaux. Et « L'Express », en particulier, a consacré à ce problème toute une étude, avec l'approbation — dit-on — des services secrets de la Présidence. Tant que le Général de Gaulle sera à la barre, on ne peut ni le fléchir ni l'infléchir.

Il y a cependant quelque chose de luciférien à vouloir, par la force, supprimer le chef de l'État, à vouloir substituer sa propre personne, sa propre action, son propre jugement à ceux d'une nation.

● SUITE PAGE 6 (COMBAULT)

Le Général de Gaulle a assisté à la messe à Colombey-les-Deux-Églises

Colombey-les-Deux-Églises (AFP). — Le général de Gaulle a assisté, hier matin, à la messe dans la petite église de Colombey-les-Deux-Églises.

Accompagné de Mme de Gaulle et de son fils, le capitaine de vaisseau Philippe de Gaulle, lui-même entouré de son épouse et de ses trois enfants, le Président de la République, qui paraissait très détendu, a répondu par des gestes de la main aux acclamations des villageois qui se tenaient aux abords de l'église.

De nombreux journalistes et photographes de presse français et étrangers avaient pris position sur le trajet suivi par le Général de Gaulle qui, à l'issue de l'office religieux, a regagné avec sa famille sa propriété de La Boisserie.

COMME M. « K » L'AVAIT LAISSÉ ENTENDRE

L'U.R.S.S. REJETTE LA PROPOSITION ANGLO-AMÉRICAINE SUR L'ARRÊT DES ESSAIS NUCLÉAIRES

ET SUGGÈRE UNE DISCUSSION « SÉRIEUSE » SUR LE DÉSARMEMENT GÉNÉRAL

PARIS (ACP). — Comme M. Khrouchtchev l'avait laissé entendre dans le discours qu'il avait prononcé vendredi au meeting d'amitié soviéto-indienne, l'URSS a repoussé officiellement l'offre de Kennedy-Macmillan du 3 septembre de mettre fin immédiatement aux essais nucléaires dans l'atmosphère.

La proposition anglo-saxonne d'arrêt immédiat des expériences dans l'atmosphère était valable jusqu'au 9 septembre. Dans la matinée du 9, la réponse négative de M. Khrouchtchev était transmise par le ministère des Affaires étrangères soviétique aux ambassadeurs américain et britannique à Moscou.

M. Khrouchtchev considère la proposition anglo-saxonne inacceptable : « Un accord dans l'atmosphère ne serait qu'un mensonge envers les peuples... car les grandes puissances seraient autorisées à poursuivre les expériences nucléaires souterraines et dans l'espace cosmique ».

Cette proposition de MM. Kennedy et Macmillan révélait le désir des Occidentaux, dit l'U.R.S.S., de s'assurer des avantages militaires au détriment de l'Union Soviétique : la mise au point de nouveaux types d'armes nucléaires exige maintenant pour les États-Unis des expériences souterraines.

De plus, affirme M. Khrouchtchev, la décision des États-Unis de reprendre

● SUITE PAGE 2 (ESSAIS NUCLEAIRES)

La question de l'arrêt des essais nucléaires devant l'O.N.U. ?

Kennedy et Macmillan en envisageraient la possibilité

Londres (A.F.P.). — La Grande-Bretagne et les États-Unis s'efforceront d'amener l'URSS, sous la pression des Nations Unies, à reprendre les négociations sur l'arrêt des essais nucléaires...

... de sortir de l'impasse actuelle, déclare-t-on de même source, que la réponse soviétique au message Kennedy-Macmillan est jugée extrêmement décourageante : elle est en effet une version entièrement fausse de la position occidentale et ne contient aucun élément constructif. Dans ces conditions les deux puissances entendent en premier lieu informer les Nations Unies des efforts entrepris pendant les négociations de Genève et révéler à l'opinion mondiale les progrès qui ont été réalisés et qui, sans

● SUITE PAGE 2 (O.N.U.)



L'U.R.S.S. A FAIT EXPLOSER UNE BOMBE DE PLUSIEURS MÉGATONNES

Washington (UPI). — L'agence américaine pour l'énergie atomique a annoncé, hier soir, que d'après ses renseignements, l'URSS venait de procéder à une expérience nucléaire d'une puissance de « plusieurs mégatonnes ». L'expérience aurait eu lieu dans la région de l'Océan arctique.

Si cette nouvelle était confirmée ce serait de loin la plus puissante des expériences nucléaires auxquelles l'URSS a procédé en ces derniers jours.

Le communiqué de l'agence américaine de l'énergie atomique dit notamment : « L'Union soviétique vient de procéder à une nouvelle explosion atomique aujourd'hui à l'aube dans la région de l'Océan arctique et plus précisément dans celle de la Novaya Zemlya. La puissance de la déflagration serait de l'ordre de plusieurs mégatonnes.

FUSEE U.S. POUR SOLDATS FRANÇAIS

Voici une fusée « Honest John » avec laquelle certains éléments de l'armée française pourront s'entraîner aux États-Unis et en Allemagne fédérale.

(KEYSTONE).

LA SEMAINE DU CUIR

Lors de l'inauguration de la semaine internationale du cuir à la Porte de Versailles, ces élégantes jeunes femmes ont présenté la dernière mode des vêtements... en cuir naturellement !

(A.D.P.)



DANS LE CADRE DES OPERATIONS CONTRE L'O.A.S.

Le général de CREVECŒUR arrêté le général VANUXEM gardé à vue

Le « chef financier » de l'organisation, Maurice GINGEMBRE appréhendé sur l'aérodrome de Maison-Blanche

PARIS (AFP). — Des coups sévères ont été portés depuis quinze jours contre la célèbre O. A. S. en France métropolitaine. C'est le ministre de l'Intérieur, M. Roger Frey, qui a fait ces révélations samedi après-midi, au cours de la conférence de presse qu'il a tenue à la suite de l'attentat manqué contre le Général de Gaulle.

Vanuxem « tête » de l'O.A.S. ?

Trois des chefs présumés de l'organisation dans la Métropole sont appréhendés. La « tête » en France métropolitaine de cette O. A. S. (Organisation Armée Secrète) qui fit tant parler d'elle depuis le putsch manqué d'Alger en avril, pourrait être le général de Corps d'Armée Paul Vanuxem.

Il est gardé à vue et interrogé par la police, a annoncé le ministre.

Le général Vanuxem était un chef très populaire dans les cadres de l'armée. Lors du putsch, il fut brusquement relevé d'un commandement important en Allemagne. En 1958, alors qu'il commandait en Algérie, il avait déjà été l'objet d'une mutation, en raison de son « esprit de fronde » à l'égard du pouvoir.

Un autre général est arrêté, le général Boucher de Crèvecœur, relevé de ses fonctions depuis avril 1960. Il commandait à ce moment une division en Algérie.

● SUITE PAGE 6 (DE CREVECŒUR)

Arrestation du journaliste Jean-Yves Alquier

Paris (AFP). — Le journaliste Jean-Yves Alquier, auteur de « Nous avons pacifié Tazalt », a été arrêté récemment à Antibes, confirme-t-on de bonne source.

VERS MOSCOU !

Jean Vilar (en bas) et la troupe du T.N.P. partent pour Moscou où ils donneront du 11 au 17 septembre des représentations de « Turcaret » de Lesage et du « Faiseur » de Balzac.

(A.G.I.P.)

Poujade expulsé de Belgique

Bruxelles (UPI). — Les autorités belges ont décidé l'expulsion de M. Pierre Poujade, arrivé samedi à Bruxelles et qui devait tenir une conférence de presse dans un hôtel de la ville.

Le Dr Teichman, une des personnes qui avaient organisé la conférence de presse de M. Poujade, a déclaré : « Nous aurions cru qu'il y aurait plus de liberté de presse en Belgique qu'en France où une conférence de presse par un homme comme M. Poujade est aujourd'hui impossible. »

L'amiral Douguet succéderait au général Beaufre à l'O.T.A.N.



Renforcement des mesures de sécurité sur le territoire métropolitain et en Algérie

Paris (A.C.P. et A.F.P.). — L'attentat contre le Général de Gaulle était peut-être le signal attendu pour un nouveau « putsch », c'est du moins l'opinion émise par les ministres Louis Joxe (Affaires algériennes), Roger Frey (Intérieur), Christian de la Malène (Information), réunis à l'Hôtel Matignon, autour du Premier ministre.

Police, gendarmerie et C.R.S. sont en état d'alerte sur tout le territoire métropolitain et en Algérie.

Autour du Palais de l'Élysée, les mesures de sécurité ont été renforcées. Des barrières métalliques ont été disposées et des chicanes aménagées en travers des trottoirs entourant le Palais de l'Élysée. Les trottoirs sont formellement inter-

Le général de Maison-Rouge pas en cause dans l'affaire de l'O.A.S.

MILLE-PATTES GEANT !

Cette amusante photo a été prise sur une charmante plage des Baléares où les enfants d'une colonie de vacances espagnole rentrent de la plage.

La meilleure façon de ne pas « semer » en route un jeune colon était, pour les moniteurs de former ce « mille-pattes » géant. N'est-ce pas une heureuse initiative !

(A.G.I.P.)

M. FREY, ministre de l'Intérieur :

Une répétition de l'attentat aurait eu lieu le 30 août

Le colonel de Blignières, chef d'état-major de l'O.A.S. en France, est arrêté

Paris (A.F.P.). — M. Roger Frey a donné, hier en fin d'après-midi, une nouvelle conférence de presse sur les circonstances de l'attentat commis vendredi soir contre le Général de Gaulle.

Il était accompagné de MM. Maurice Papon, préfet de police, Jean Verdier, directeur général de la Sûreté nationale, et de la plupart des membres de son cabinet.

— Je voudrais vous donner quelques détails supplémentaires sur l'attentat contre le Général de Gaulle, a déclaré tout d'abord le ministre de l'Intérieur.

« En ce qui concerne l'engin utilisé, nous avons constaté qu'il était constitué par un cylindre métallique de 38 centimètres de diamètre et de 75 centimètres de hauteur.

● SUITE PAGE 6 (REPETITION)

A L'AERODROME DE SHANNON

UN DC-6 AMÉRICAIN S'ÉCRASE AU DÉCOLLAGE

83 MORTS — AUCUN SURVIVANT

Une brume épaisse

● SUITE PAGE 2 (D.C.-6)

Septembre 1961 marque un déclin de la popularité du général de Gaulle. L'attentat perpétré contre lui par des réseaux parallèles de l'O.A.S. ne provoque que peu de réactions. Le général Salan n'hésite pas à condamner cet acte criminel. Dans le même temps, arrestations et condamnations frappent des personnalités de l'opposition en métropole et en Algérie.